

# Enabel



**RAPPORT DES RÉSULTATS 2018**

**PROGRAMME D'APPUI À L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET À  
LA FORMATION PROFESSIONNELLE (ETFP) DANS LES  
PROVINCES DE LA MONGALA ET DU SUD UBANGI (EDU –  
MOSU,**



<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>1</b>
<b>ACRONYMES.....</b>	<b>4</b>
<b>1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES) .....</b>	<b>6</b>
1.1 FICHE D'INTERVENTION .....	6
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	7
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE .....	7
1.3.1 <i>Pertinence</i> .....	7
1.3.2 <i>Efficacité</i> .....	8
1.3.3 <i>Efficiéce</i> .....	8
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i> .....	9
1.4 CONCLUSIONS .....	9
<b>2 MONITORING DES RESULTATS .....</b>	<b>12</b>
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE .....	12
2.1.1 <i>Contexte général</i> .....	12
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i> .....	13
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i> .....	13
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i> .....	16
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME .....	16
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	16
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	17
2.2.3 <i>Impact potentiel</i> .....	19
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	21
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	21
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	21
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	22
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	25
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	25
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	25
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	25
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	29
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	29
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	29
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	30
<b>3 THEMES TRANSVERSAUX.....</b>	<b>34</b>
3.1 GENRE.....	34
3.2 ENVIRONNEMENT .....	35
3.3 AUTRE.....	35
<b>4 GESTION DES RISQUES.....</b>	<b>37</b>
<b>5 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE .....</b>	<b>39</b>

5.1	REORIENTATIONS STRATEGIQUES .....	39
5.2	RECOMMANDATIONS .....	41
5.3	ENSEIGNEMENTS TIRES.....	42
<b>6</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>43</b>
6.1	CRITERES DE QUALITE .....	43
6.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	46
6.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR .....	49
6.4	APERÇU DES MORE RESULTS.....	54
6.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	55
6.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	58

## Acronymes

ACCELERE ! 2	Accès, lecture, rétention et redevabilité
ADMINFIN	Administration et Finances
AMBABEL	Ambassade de Belgique
AFOGEM	Association des forgerons de Gemena
AGR	Activités génératrices de revenus
AME	Association des mamans de l'Equateur
ANO	Avis de non objection
Asbl	Association sans but lucratif
ATI Infra	Assistant technique international en charge d'infrastructures
ATN	Assistant technique national
BERCIT MEEGI	Bureau d'Etudes de Réalisation et de Commercialisation Industrielle de Technologie : Mécanique, Electrique, Electronique, Génie civil et Construction et Informatique
CAFPIK	Centre Agroforestier Pilote de KABA
CdS	Convention de subside
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CMP	Centre de service Marchés Publics et Logistique
CODEART	ONG Belge active pour l'agriculture dans les pays du Sud
COEL	Comité des élèves
COGES	Comité de gestion
COPA	Comité des parents
CORINT	Coresponsable International
CORNAT	Coresponsable National
CS	Complexe scolaire
DTF	Document technique et financier
ECT	Expert coopération technique (sectoriel ou thématique)
EDUMOSU	Projet d'Education Enabel MONGALA et SUD-UBANGI
Enabel	Agence belge de développement
EPSP	Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
EST	Département Expertise sectorielle Technique au Siège
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle

EXETAT	Examen d'Etat
FPMA	Formation professionnelle, Métiers, Artisanat
INPP	Institut National de Promotion Professionnelle
IPP	Inspection provinciale
ITA	Institut technique agricole
ITP	Institut technique et professionnel
M&E	Monitoring et évaluation
MEPSP	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
MoRe	Monitoring results
MTR	Mid Term Review
ND	Non déterminé
OPS	Opérationnel
PADP	Programme d'Appui à la Division Provinciale de Santé
PLVS	Programme de Lutte contre les Violences Sexuelles
PROVED	Province éducationnelle
PTF	Partenaire technique et financier
R.A.S.	Rien à signaler
RR	Représentant Résident
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SSPEF	Stratégie sectorielle provinciale de l'éducation et de la formation
T4D	Technology for development
UFE	Unité formation-emploi
UGP	Unité de Gestion du Projet

# 1 Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	Programme d'appui à l'ETFP dans les provinces de la MONGALA et du SUD-UBANGI (EDUMOSU)
<b>Code de l'intervention</b>	RDC1217511
<b>Localisation</b>	Gemena & Lisala
<b>Budget total</b>	10.000.000 euros
<b>Institution partenaire</b>	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (MEPSP)
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	06 Novembre 2014
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	01 juillet 2015
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	30 juin 2020
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	05 Novembre 2021
<b>Groupes cibles</b>	Les autorités provinciales en ETFP Les Directions des établissements ciblés (y compris les Comités de Gestion, les Enseignants) Le secteur privé et le monde associatif
<b>Impact<sup>1</sup></b>	Dans les Provinces du SUD UBANGI et de la MONGALA, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non-formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto-emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes, garçons et filles, de trouver de l'emploi ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation.
<b>Outcome</b>	Dans un cadre amélioré, institutionnel au niveau provincial et organisationnel, au niveau des établissements ETFP, les apprenants des filières appuyées dans les districts du SUD-UBANGI et de la MONGALA, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi/auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, de l'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.
<b>Outputs</b>	<b>Résultat 1:</b> Les autorités provinciales en ETFP assurent mieux leur rôle régalien vis-à-vis des établissements ciblés <b>Résultat 2:</b> Les directions d'un nombre restreint d'établissements ciblés gèrent leurs établissements pour offrir une formation de qualité pertinente pour un plus grand nombre d'apprenants en mettant l'accent sur les filles <b>Résultat 3:</b> Le secteur privé et le monde associatif jouent un rôle prépondérant quant à la pertinence de l'offre de l'ETFP répondant aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone ciblée)
<b>Année couverte par le rapport</b>	2018

<sup>1</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

## 1.2 Exécution budgétaire

Désignation	Budget (€)	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin 2018
		2017	2018		
<b>Total</b>	<b>10 000 000</b>	<b>1 820 064</b>	<b>1 606 616</b>	<b>4 910 347</b>	<b>51%</b>
Output 1	643 900	147 845	107 664	199 186	69%
Output 2	4 078 000	733 575	644 420	2 425 782	41%
Output 3	1 324 600	188 159	205 399	865 416	35%
Reserve Budgétaire	250 500	-	-	250 500	0%
Moyen généraux	3 703 000	728 763	649 133	1 171 979	68%

Le taux d'exécution budgétaire est passé de 35% à la fin de l'année 2017 à 51% en 2018. Le plafond budgétaire dicté par le siège a limité les capacités du projet à réaliser pleinement sa planification (ambitions) annuelle. Néanmoins un dépassement de 6% a été objectifé par rapport au plafond initialement fixé, qui était de 1 512 380 €. Les moyens généraux constituant des charges fixes, le montant dépensé en 2018 est moindre que celui dépensé en 2017, suite au désengagement de la MONGALA (Fermeture de l'Antenne de LISALA). Le taux d'exécution de 68% de ces moyens généraux à la fin de l'année 2018 est proportionnel à la durée de la mise en œuvre du projet.

## 1.3 Autoévaluation de la performance

### 1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le projet EDUMOSU est ancré dans les politiques nationales et la stratégie Belge, il satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible. Le projet s'adapte au contexte de la fragilité et de l'approche basée sur les droits en offrant des formations techniques et professionnelles de qualité répondant aux besoins du contexte. La gouvernance au niveau des Etablissements d'ETFP ciblés est améliorée, en renforçant d'une part le dialogue entre les différents acteurs de la communauté éducative de l'établissement et la qualité de la formation, d'autre part à travers le suivi rapproché des établissements par les agents de l'Administration de l'EPSP mis à la disposition du projet (4 accompagnateurs territoriaux, un chargé de gestion scolaire et un chargé d'insertion professionnel, line avec le secteur privé).

En synergie avec les autres PTF actifs dans la province, notamment ACCELERE ! 2, le projet appuie les activités de la gouvernance au niveau des gestionnaires de l'EPSP provincial, en influençant la promulgation par l'autorité provinciale de l'arrêté portant réduction des frais scolaires, en contribuant à l'élaboration de la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation (SSPEF) de la province du Sud UBANGI.

EDUMOSU soutient différents acteurs du secteur privé informel grâce à des formations de courte durée dans les filières porteuses (vannerie, briqueterie, maçonnerie, menuiserie, forge) pour une adéquation formation-emploi améliorée. Enfin, le projet est en partenariat avec le secteur privé agro-industriel, « Plantation de MILUNA » afin de créer des possibilités de formations, de stages et d'emplois des jeunes lauréats des filières techniques agricoles.

### 1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Les fondements d'un système de formation efficace sont mis en place grâce aux efforts déployés en termes d'infrastructures et d'équipements, d'accompagnement de proximité des établissements ciblés, de la mise en place de formations de courte durée dans plusieurs métiers de construction (menuiserie, maçonnerie, briqueterie), vannerie, coupe-couture débouchant sur l'auto-emploi des jeunes. Le projet soutient la mise en place des formations pratiques et des unités de production au sein des établissements. Il a démarré un partenariat innovant (fiche d'activités) avec le secteur privé via un centre de formation, dans le secteur des cultures vivrières, pérennes et des produits forestiers non ligneux, en vue d'une croissance économique durable et inclusive.

La mise en place du chantier-école d'auto construction d'un dortoir pour filles au Centre ELIKYA a permis l'encadrement des jeunes lauréats encadrés par des artisans professionnels et ingénieurs du projet débouchant sur leur professionnalisation et facilitant leur employabilité. En outre, pour être plus efficace au niveau de l'insertion des jeunes, le projet travaille en partenariat avec le secteur privé formel/informel qui représente un acteur-clé d'insertion socio-professionnelle. Cette année, 57 lauréats dont 5 filles ont été insérés.

Pour garantir l'inclusion des filles et la valorisation de l'enseignement technique et professionnel, le projet mène des campagnes de communication avec les radios communautaires en diffusant, des magazines, des spots promotionnels et en activant les clubs d'auditeurs.

Enfin, l'outcome (objectif spécifique) tel que prévu à la fin de l'année N sera atteint avec quelques restrictions mineures ; à noter que la décision du retrait du projet EDUMOSU de la province de MONGALA a permis un certain recentrage des activités.

### 1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

Suite à la décision d'adapter le programme EDUMOSU en raison de contraintes budgétaires et de concentrer ses activités dans la province du SUD-UBANGI (retrait de la MONGALA), le projet a revisité la stratégie du programme en se focalisant sur quelques Etablissements devant bénéficier d'un appui intégré (global) constitué d'un package standard en termes de :

- ✓ Amélioration de l'accès : construction/réhabilitation des salles de classes, blocs latrines et ateliers pour les cours pratiques
- ✓ Amélioration de la qualité de formation :
  - Equipements, manuels didactiques et pédagogiques ;
  - Appui et suivi des Unités de production permettant un apprentissage par la pratique et dégagant des revenus permettant de renouveler les activités engagées.
  - Dynamisation des UFE pour un lien étroit avec le secteur privé (Stages scolaires) ;
- ✓ Insertion socioprofessionnelle via l'UFE permettant le lien avec le secteur privé formel et informel et le suivi des lauréats
- ✓ Bonne gouvernance (utilisation d'outils numériques pour arriver à une gestion transparente, « redevabilité », ...)

Le projet a également renforcé son équipe opérationnelle par la mise à disposition de six (6) agents de l'Administration de l'EPSP pour l'accompagnement des établissements à la gestion (administrative, pédagogique, financière et patrimoniale), le suivi des unités de production, l'appui à l'employabilité des jeunes lauréats grâce au suivi des travaux pratiques au sein de l'établissement, des stages professionnels et l'accompagnement des lauréats à l'emploi/auto-emploi.

Le plafond budgétaire dicté par le siège limite néanmoins le projet dans ses capacités à réaliser pleinement sa planification annuelle.

### 1.3.4 Durabilité potentielle

	<b>Performance</b>
<b>Durabilité potentielle</b>	<b>B</b>

L'ancrage institutionnel du projet se trouve au Ministère en charge de l'Education au niveau de la province du SUD UBANGI. C'est en collaboration avec ce Ministère, que le projet réalise ses activités au niveau des établissements ciblés ainsi que des communautés. L'immersion du co-responsable et des 6 agents mis à disposition répondent au souci de pérennisation des résultats de l'intervention. L'appui au comité provincial de l'EPSP, espace de dialogue entre les différents acteurs de l'éducation et le soutien à l'élaboration de la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation (SSPEF) de la province du Sud UBANGI avec ACCELERE !2, permet aussi de s'inscrire sur le long terme.

Dans un contexte de grande fragilité, le projet EDUMOSU a opté pour l'approche de « faire avec » plutôt que de « faire faire », ce qui a imposé un accompagnement et un suivi rapprochés avec comme résultat le renforcement des capacités des partenaires/bénéficiaires, gage de la durabilité.

L'évaluation des 3 Conventions de Subsidés mises en œuvre par l'Institut Technique Agricole BONGISA (SUD UBANGI), l'Institut Technique Agricole et Vétérinaire MONDONGO (MONGALA), le Centre Agroforestier Pilote de Kaba (CAFPIK) pour l'amélioration des conditions d'apprentissage des apprenants et l'insertion socio-professionnelle des lauréats, avec un accent particulier pour les filles en mettant en place des activités génératrices des revenus (AGR) s'est révélée très positive.

On enregistre, au niveau de la MONGALA où le projet s'est désengagé, un impact perceptible des actions du projet, avec des résultats évolutifs très positifs (Lycée MONZOTO MWA NTONGO, CAFPIK, ...).

## 1.4 Conclusions

Pour éviter le saupoudrage, le projet concentre actuellement ses actions au niveau de 12 établissements (écoles et centres de formation) de la province du Sud-Ubangi sur les 33 identifiés lors de sa formulation (voir DTF). Ce choix se justifie d'une part, par le renforcement de l'accompagnement de ces établissements suivant l'approche « faire-avec » et d'autre part par le souci d'aboutir rapidement au processus de changement envisagé. Ce recadrage a contribué à la réorientation stratégique du projet en fonction des différents axes d'intervention, des filières porteuses identifiées, de la qualité et de l'accès à la formation (y compris les infrastructures et équipements), de la bonne gouvernance, de l'employabilité des jeunes lauréats, et du partenariat avec le secteur privé formel et informel garantissant l'insertion de ces jeunes lauréats.

### ✓ Des filières porteuses

L'étude socio-économique menée dans le SUD-UBANGI et les échanges avec les différentes parties prenantes de l'ETFP à la Province ont permis au projet de retenir et d'appuyer quatre (4) grandes filières porteuses dans la zone. Il s'agit des filières suivantes :

- Agricole (Agriculture générale, nutrition, transformation, restauration/services traiteurs)
- Informatique
- Construction (maçonnerie, menuiserie, briqueterie, construction métallique : Soudure et forge)
- Coupe-couture

✓ **De la qualité et de l'accès à la formation (y compris les infrastructures et les équipements)**

Pour l'efficacité, la durabilité des actions d'EDU-MOSU et le transfert de compétences aux partenaires, le projet a opté de travailler avec les agents de l'administration de l'EPSP mis à sa disposition. Un protocole d'accord a été signé au troisième trimestre de l'année 2018, entre le Ministre Provincial en charge de l'éducation et le Représentant Résident d'Enabel pour la mise à disposition au projet EDUMOSU des 6 agents de l'administration de l'EPSP.

Le renforcement de l'accompagnement et du coaching des établissements par ces agents mis à disposition et l'influence du projet auprès de gestionnaires et responsables des centres de formation, pour l'identification et le recrutement des enseignants qualifiés, a contribué à l'accroissement du taux de réussite aux évaluations externes des apprenants dans les filières porteuses des établissements ciblés. Ce taux est passé de 80% pour l'année N-1 à 98,2%.

En outre, le projet a mis à la disposition des établissements des manuels, des supports pédagogiques et le recueil des directives et instructions officielles. Le projet accorde aussi une attention particulière à la dotation en équipements et au fonctionnement des unités de production. En 2018, 9 établissements sur 12 ciblés ont été équipés et deux (2) établissements ont bénéficié de réhabilitations. Les travaux de construction sont en cours au niveau de deux (2) autres établissements. Ces actions du projet auprès des établissements améliorent l'accès des jeunes à la formation technique et professionnelle.

✓ **De la bonne gouvernance**

Des actions sont menées au niveau des autorités provinciales et au sein des établissements. Concernant les autorités, le projet s'est inscrit avec le projet ACCELERE! 2, à l'élaboration de la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation (SSPEF) de la province du SUD UBANGI et à la réflexion sur la réduction des frais scolaires. A cet effet, un projet d'édit et d'arrêt ont été déposés aux autorités provinciales à travers le Ministère provincial de l'Education. L'applicabilité de ces deux documents constitue un goulot d'étranglement pour le détenteur des obligations.

Au niveau des établissements des plans de redressement des 6 écoles ciblées ont été produits. Une série de formations de renforcement des capacités des membres des comités scolaires et des chefs d'établissements a été organisée suivant les thématiques ci-après :

- Les missions et mandats des organes de cogestion,
- L'élaboration, l'exécution et le suivi de la prévision budgétaire,

En outre, guidé par le souci de la bonne gouvernance et d'inventorier les obstacles qui peuvent menacer le processus de développement organisationnel des établissements ciblés (écoles et centres de formation), le projet a commandité un audit organisationnel, afin d'identifier les besoins en renforcement des capacités notamment en matière d'organisation et de gestion.

✓ **De l'employabilité des jeunes lauréats, et du partenariat avec le secteur privé formel et informel garantissant l'insertion de ces jeunes lauréats.**

Le projet a opérationnalisé une double approche visant l'insertion des jeunes lauréats à travers l'auto-emploi et l'emploi salarié.

Au début de l'année, le projet a signé un accord de partenariat avec le secteur privé pourvoyeur d'emplois, « la plantation de MILUNA » à travers son asbl à vocation sociale. Ce protocole a, entre autres comme objectif, d'offrir aux apprenants des filières techniques un cadre amélioré pour la réalisation des travaux pratiques, des stages professionnels et des visites guidées et de contribuer à l'insertion socio-économique des jeunes, des filières techniques agricoles, avec un accent sur les filles.

En outre, le projet accompagne l'insertion au sein des entreprises de construction, qui réalisent différents chantiers dans la zone d'intervention du projet.

L'accompagnement à l'auto-emploi est caractérisé par l'adossement des lauréats/sortants à des professionnels de métier existants et qui ont pignon sur rue. Cet adossement se fait principalement à travers l'approche chantier école pour les filières de construction (maçonnerie, charpenterie, mécanique, plomberie, ...) et à travers les microprojets pour les autres filières telles que la coupe-couture et les filières agricoles.

L'année 2018, le projet a appuyé l'insertion de 39 maçons dont 4 filles, de 12 menuisiers dont 1 fille et de 3 agronomes.

✓ **Du dispositif de sensibilisation de masse en vue de favoriser l'inscription et la rétention des filles dans les ETPF de la Province du SUD-UBANGI.**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie Genre élaboré par EDUMOSU, Les autorités provinciales et autres parties prenantes ont mis en place un dispositif de communication qui comprend six (6) messages clés de la campagne à travers les différents outils de sensibilisation, spots, chansons, sketches mis à disposition des radios pour la diffusion et un suivi du dispositif par les clubs d'auditeurs.

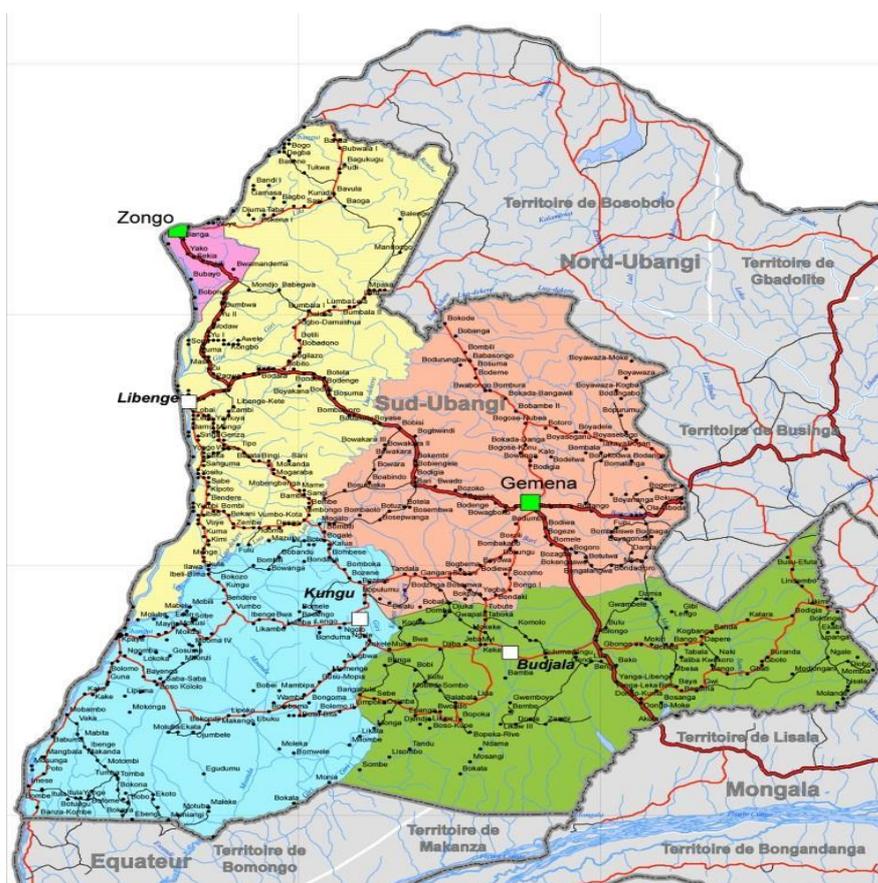
Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution ENABEL
<p>Papy Aymard BEMBIADE</p> 	<p>Annie LEFEVRE</p> 

## 2 Monitoring des résultats<sup>2</sup>

### 2.1 Évolution du contexte

#### 2.1.1 Contexte général

La grande province de l'Équateur a été secouée par l'apparition de la fièvre hémorragique d'Ebola dans le territoire de BIKORO et dans la ville de Mbandaka. Gemena chef-lieu de la Province du Sud-Ubangi est relié à Mbandaka par la voie aérienne et par la voie fluviale à travers le port D'AKULA. Le Ministère provincial de la Santé avec le concours des autres partenaires au développement (PTF) ont mis en place des dispositifs de surveillance plus particulièrement au port D'AKULA (sur la rivière MONGALA) et à l'aéroport pour un dépistage rapide par la prise de température corporelle.



**Figure 1 : Carte Administrative Province du SUD UBANGI et provinces voisines**

Pour rappel, l'épidémie d'Ebola a été déclarée le 8 mai 2018 à BIKORO, une localité située à 600 km au nord de Kinshasa.

Sur le plan économique politique, l'Exécutif provincial du SUD-UBANGI, a instauré le système de péage sur toutes les routes nationales, provinciales et de desserte agricole de la Province. Les 2 projets Enabel, après plusieurs interventions sont parvenus à

<sup>2</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

être exemptés de ces taxes routières, conformément aux accords signés entre les 2 pays.

Sur le plan politique, le dernier trimestre de l'année 2018 a été marqué par l'effervescence du processus électoral en ce y compris le démarrage de la campagne électorale et l'organisation par la Commission Electorale Nationale Indépendante, 'CENI), le 30 décembre 2018, du scrutin combiné présidentiel, députations nationales et provinciales.

Enfin, les conflits de compétence persistants entre le Ministère national de l'EPSP et celui de FPMA ont engendré une certaine instabilité institutionnelle. L'ancrage du projet reste au niveau provincial à travers les services déconcentrés du Ministère de l'EPSP.

### **2.1.2 Contexte institutionnel**

Vu le chevauchement des compétences et mandats dévolus au Ministère National de l'EPSP et celui de FPMA, la Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL) du programme, a recommandé au projet de s'en tenir aux accords signés (convention spécifique) avec la tutelle du MEPSP ; D'où, l'ancrage du projet demeurant au Ministère en charge de l'éducation au niveau de la province du SUD UBANGI en ce qui concerne son mandat politique, et au niveau des services techniques déconcentrés (PROVED et IPP) pour ce qui a trait au mandat opérationnel.

Le Ministre Provincial en charge de l'éducation, assure la présidence du comité provincial EPSP qui constitue le mécanisme de concertation élargie entre les différentes parties prenantes de l'éducation au niveau provincial. Ce mécanisme permet de renforcer le dialogue et la collaboration pour traiter et résoudre les questions ayant trait au développement du secteur.

A côté des appuis que le projet accorde à ce cadre de concertation, un protocole d'accord a été signé au troisième trimestre de l'année 2018, entre le Ministre Provincial en charge de l'éducation et le Représentant résident d'Enabel pour la mise à disposition du projet de 6 agents de l'administration de l'EPSP. Ce protocole définit les modalités de travail et de prime des collaborateurs techniques, temporairement affectés au projet. Ces collaborateurs sont des agents de la Direction Provinciale de l'EPSP SUD-UBANGI.

### **2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution**

A la suite de la décision du retrait de la province de MONGALA, le premier trimestre de l'année 2018 a été marqué par la fermeture de l'antenne de LISALA, le redéploiement et/ou la réaffectation progressive du staff ainsi que l'adaptation du projet.

Pour assurer la mise à l'échelle de l'insertion des jeunes lauréats, qui constitue la finalité des appuis d'EDUMOSU, un partenariat a été signé avec le secteur privé pourvoyeur d'emplois, « la plantation de MILUNA », Secteur de KUMA, territoire de BUDJALA, Province du SUD UBANGI. Spécifiquement ce protocole permet de :

- a) Accroître les conditions d'apprentissage pratique des établissements existants au sein de la plantation notamment le centre privé ELIKYA et le foyer social en dégagant des Recettes pour le fonctionnement de l'établissement ;
- b) Offrir aux apprenants des filières techniques un cadre amélioré pour la réalisation des Travaux pratiques, des stages professionnels et des Visites Guidées ;

- c) Contribuer à l'insertion socio-économique des jeunes des filières techniques agricoles, avec un accent sur les filles ;
- d) Améliorer les connaissances locales sur les thèmes transversaux, dont les nouvelles techniques agropastorales, la protection de l'environnement, le Genre, etc.

Pour assurer un suivi de proximité des actions du partenariat et le respect des engagements mutuels, le chargé de suivi-évaluation de l'Antenne de LISALA a été affecté à MILUNA. En outre, six (6) agents de l'administration de l'EPSP ont été mis à disposition du projet dans le cadre de la mise en œuvre des activités et du suivi de proximité.

L'organigramme du projet EDUMOSU se présente donc comme suit :

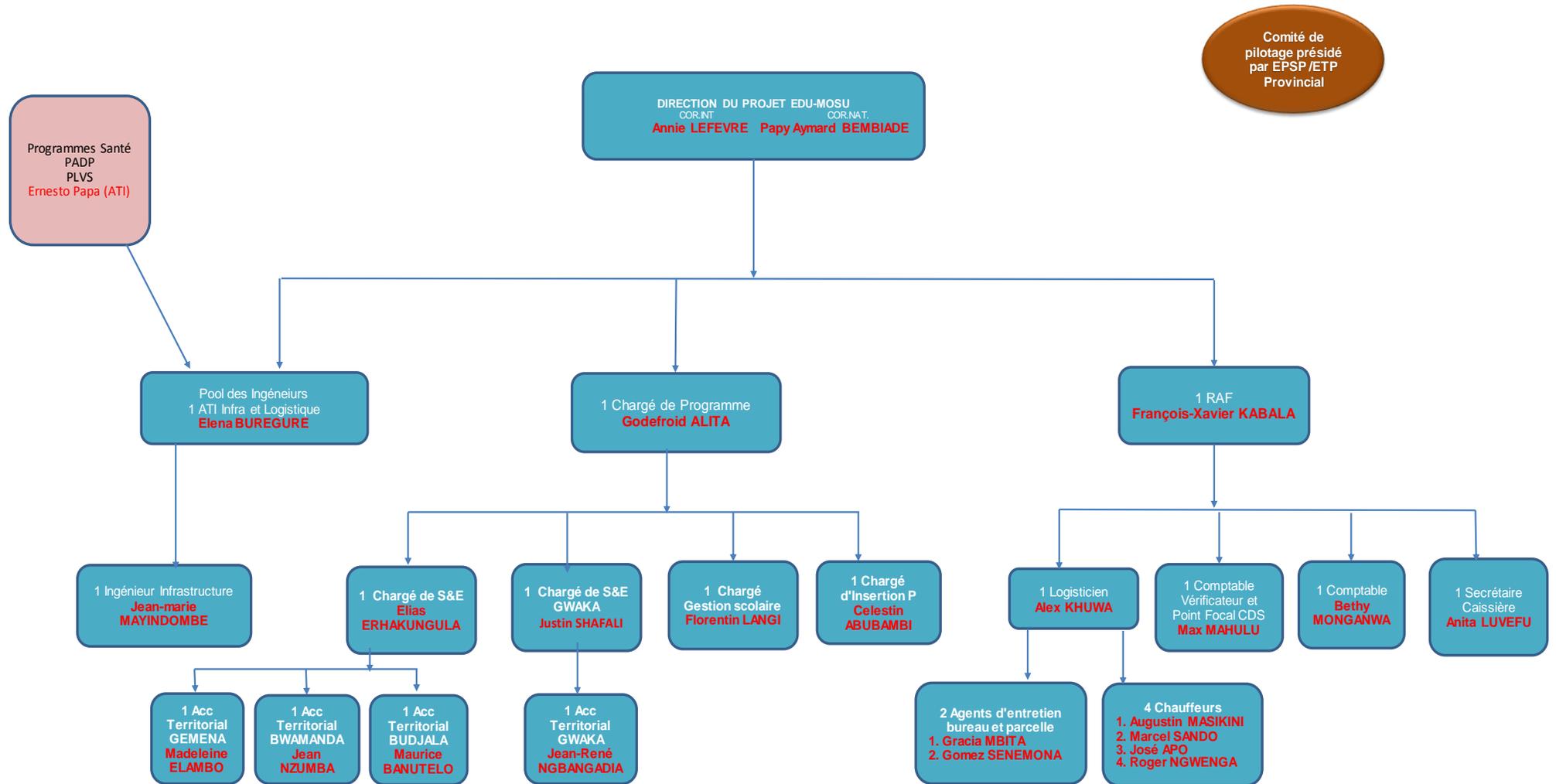


Figure 2 : Organigramme actualisé d'EDUMOSU

#### 2.1.4 Contexte HARMO

L'harmonisation des actions avec les autres PTF de l'Education s'est poursuivie, en particulier avec le projet ACCELERE ! 2. Le fonctionnement du comité provincial de l'EPSP, espace de dialogue entre les différents acteurs de l'éducation, contribue à l'harmonisation des activités des différents PTF œuvrant dans la province sous l'égide de l'autorité provinciale.

En outre, l'arrivée des Experts Sectoriels (dont l'ECT Education-emploi) a permis d'améliorer significativement la concertation et la cohérence sectorielle Education Formation Emploi entre les différents projets d'Enabel. Une réunion sectorielle a été organisée du 19 au 21/09/2018, qui a permis le partage des expériences et des innovations, pour une meilleure cohérence des programmes.

Le projet EDUMOSU s'aligne, sur les stratégies et procédures du secteur de l'éducation au niveau national et des provinces dans ses actions d'appui tout en visant les résultats à obtenir dans le cadre du projet. Toutes les actions d'EDUMOSU s'inscrivent dans le cadre de la gestion axée sur les résultats.

Les autorités provinciales, les responsables des différents services déconcentrés et les autres acteurs de changement de la zone d'intervention sont impliqués dans toutes les actions du projet. L'immersion du Co-responsable et des 6 agents de l'Administration de l'EPSP mis à disposition contribuent à la pérennisation des acquis du projet.

Cette approche de « faire avec » contribue aussi à l'appropriation par les partenaires/bénéficiaires des actions du projet. De plus les conventions de subsides (CdS) constituent un outil très important de responsabilisation mutuelle et d'appropriation dans le cadre de la délégation de certains résultats et/ou de l'autonomisation des acteurs soutenus par EDUMOSU.

## 2.2 Performance de l'outcome



Suite au recadrage des activités du projet EDUMOSU et au retrait de la MONGALA, ainsi qu'aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours (MTR), la matrice de suivi des indicateurs de performance du projet a été revue.

Cette révision a été réalisée en deux étapes : la première a consisté à clôturer l'ancienne matrice avec tous les indicateurs compilés des deux provinces d'implémentation. La seconde étape a consisté à la mise à jour, la modification, la suppression ou la désagrégation de certains indicateurs en tenant compte du contexte actuel du projet. En effet, celui-ci évolue désormais dans une seule province (avec un nombre restreint d'établissements appuyés). Au surplus, un accord de partenariat a été ratifié avec le secteur privé pourvoyeur d'emplois, « la plantation de MILUNA » dans le cadre de l'accompagnement à l'insertion des jeunes.

Les valeurs Baseline de ces indicateurs revus, se réfèrent au nombre restreint d'établissements ciblés bénéficiant déjà des actions du projet jusqu'à la fin de l'année

2017. Les valeurs N-1 se rapportent aux valeurs obtenues par le projet sur l'ensemble des établissements de deux provinces (cf. DTF) à la fin de l'année 2017.

### 2.2.1 Progrès des indicateurs

<b>Outcome: Dans un cadre amélioré, institutionnel au niveau provincial et organisationnel au niveau des établissements ETFP, les apprenants des filières appuyées dans les provinces de la (MONGALA) et du SUD-UBANGI, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi / auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, de l'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle</b>					
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur année N-1</b>	<b>Valeur année N</b>	<b>Cible année N</b>	<b>Cible finale</b>
Taux de réussite aux évaluations externes des apprenants dans les filières porteuses des établissements ciblés	97,8%	80,0%	98,2%	100,0%	100,0%
Taux de participation des filles à l'ETFP (en dehors de la coupe et couture)	29,1%	19,0%	29,6%	30,0%	45,0%
% des lauréats ou sortants insérés dans l'emploi salarié et à l'auto-emploi	4,6%	3,1%	26,0%	10,0%	20,0%

### 2.2.2 Analyse des progrès réalisés

De ce qui précède, les 3 indicateurs reformulés permettent de mieux mesurer les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'objectif spécifique. En outre, ils donnent une idée sur la promotion d'un système éducatif équitable au service de la croissance et de l'emploi, la création des conditions d'un système éducatif de qualité et la gouvernance transparente et efficace, qui sont les trois axes de la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016 – 2025.

Comme expliqué ci-haut, les valeurs Baseline de ces indicateurs revus, se réfèrent au nombre restreint d'établissements ciblés bénéficiant déjà des actions du projet jusqu'à la fin de l'année 2017. Raison pour laquelle ces valeurs sont supérieures aux valeurs de l'année N-1 qui se rapportent aux valeurs obtenues par le projet sur l'ensemble des établissements de deux provinces (cf. DTF) à la fin de l'année 2017.

Le Taux de réussite aux évaluations externes des apprenants dans les filières porteuses des établissements ciblés, définit les progrès réalisés par les candidats des établissements ciblés aux différentes évaluations certificatives de fin de cycle. Il s'agit de la réussite aux examens d'Etat pour les filières du cycle long et au jury national pour les filières du cycle court et des centres de formation. La valeur Baseline de cet indicateur est de 97,8%, la cible à la fin de l'intervention est fixée à 100% de réussite. La valeur obtenue à l'année N est de 98,2% supérieure à la valeur de Baseline et supérieure à l'année N-1. Cela se justifie d'une part, par le renforcement du coaching des établissements par les agents de l'administration de l'EPSP mis à disposition du projet et d'autre part, par l'accompagnement et l'influence du projet auprès de gestionnaires et responsables des centres de formation pour l'identification et le recrutement des enseignants qualifiés.

En outre, le projet a mis à la disposition des établissements, des manuels, des supports pédagogiques et le recueil des directives et instructions officielles. De plus, dans le cadre de l'amélioration de la formation pratique, le projet facilite la collaboration entre les chefs d'établissements et le secteur privé (formel, informel) ainsi que le monde associatif pour le stage professionnel des apprenants des établissements ciblés. Le projet accorde aussi une attention particulière à la dotation en équipements et au fonctionnement des unités de production.

Ces appuis ont eu un impact positif sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement au niveau de ces établissements.

L'appréciation de la contribution du projet dans la promotion de la participation des filles à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle (en dehors de la coupe couture) est mesurée par le taux de participation des filles à l'ETFP. Ce taux est de 29,6% légèrement inférieur à la cible de l'année N (30%) mais supérieur à la valeur Baseline (29,1%) où un accroissement d'environ 0,5% est enregistré. Cet accroissement reste relativement faible, compte tenu des pesanteurs socioculturelles liées au « genre ». Le projet a appuyé donc, les autorités provinciales en ETFP dans la mise en œuvre d'un dispositif de communication de masse à travers des campagnes médiatiques en vue de favoriser l'inscription, la rétention des filles et la promotion des enseignements techniques et de formation professionnelle à travers la zone d'intervention du projet. Trois (3) protocoles de partenariat ont été signés respectivement entre le projet et les Radios Libertés stations de GEMENA et de BUDJALA et avec les clubs d'auditeurs « planète junior ».

L'employabilité des jeunes lauréats est mesurée par le pourcentage de lauréats ou sortants insérés dans l'emploi salarié et à l'auto-emploi. Cet indicateur connaît un accroissement de plus de 20% par rapport à la valeur Baseline et de plus de 10% par rapport à la cible de l'année N. Cela s'explique par les approches durables d'insertion des jeunes lauréats, mises en place par le projet via les stratégies d'accès à l'auto-emploi et à l'emploi salarié.

Pour ce qui concerne l'emploi salarié, le projet a signé au début de l'année un accord de partenariat avec le secteur privé pourvoyeur d'emplois, « la plantation de MILUNA ». Ce protocole a, entre autres comme objectif, d'offrir aux apprenants des filières techniques un cadre amélioré pour la réalisation des travaux pratiques, des stages professionnels et des visites guidées et de contribuer à l'insertion socio-économique des jeunes des filières techniques agricoles, avec un accent particulier en faveur des filles. Un autre mécanisme expérimenté consiste à insérer les sortants au sein d'entreprises de construction, qui réalisent différents chantiers dans la zone d'intervention du projet.

L'accompagnement à l'auto-emploi est caractérisé par l'adossement des lauréats/sortants à des professionnels de métier existants et qui ont pignon sur rue. Cet adossement se fait principalement à travers l'approche chantier école pour les filières de construction (maçonnerie, charpenterie, mécanique, plomberie, ...) et à travers les microprojets pour les autres filières telles que la coupe-couture et les filières agricoles. L'intervention les accompagne également dans la formation à l'entrepreneuriat et dans l'élaboration des business plan.

En 2018, le projet a appuyé l'insertion professionnelle de 54 jeunes lauréats, dont :

- 39 lauréats maçons dont 4 filles,
- 12 menuisiers dont 1 fille
- 3 agronomes, recrutés par la plantation MILUNA après un stage professionnel de 3 mois

En 2019, ce chiffre va connaître un accroissement significatif par l'installation des lauréats/sortants de la coupe-couture et de l'agriculture qui finalisent leurs microprojets en Q1 2019. Des possibilités d'insertion accrues devraient être observées au niveau des entreprises qui réalisent des chantiers dans la zone d'intervention du projet. En outre, deux conventions de subsides sont en cours de signatures, l'une pour l'amélioration de l'accès à l'emploi agricole pour une population mieux formée aux pratiques culturelles en contexte forestier avec la

branche sociale de la plantation de MILUNA (**Asbl ELIKYA**) et une autre pour l'insertion professionnelle des jeunes via des formations qualifiantes de courte durée, dispensées par les associations des « artisans forgerons » et des « mamans de l'Equateur » en phase avec les besoins du marché du travail.

### 2.2.3 Impact potentiel

Les résultats atteints aujourd'hui par l'intervention contribuent sans doute à l'impact du projet qui est d'offrir dans les Provinces de la (MONGALA) et du SUD UBANGI des formations techniques et professionnelles, tant formelles, que non-formelles répondant aux perspectives d'emploi et d'auto-emploi de la région, permettant ainsi à un nombre croissant de jeunes, garçons et filles, de trouver ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation.

L'évaluation comparative de l'atteinte des indicateurs formulés dans le DTF montre des grandes avancées en termes de chiffres, par rapport aux résultats atteints à la troisième année du projet. A savoir :

A la fin de la quatrième année du projet :

- Au moins 2 000 élèves auront entamé des formations avec plus de formation pratique et la préparation à l'insertion, grâce aux actions du projet, dans au moins 4 écoles techniques à Gemena et Lisala.
- Au moins 250 apprenants à Gemena et 15 apprenants à Lisala et Bumba auront entamé des formations avec davantage de pratique professionnelle et la préparation à l'insertion, grâce aux actions du projet, dans au moins 3 centres de formation à Gemena et un à Lisala.
- Le taux de participation EXETAT des filles atteindra au moins 25%, des élèves dans l'enseignement technique et des apprenants en formation professionnelle bénéficiaires, en dehors de la filière Coupe-couture.

Le recadrage des activités suite au retrait de la MONGALA a contribué à la réorientation stratégique du projet en fonction des différents axes d'intervention, des filières porteuses identifiées, de la qualité et de l'accès à la formation (y compris les infrastructures et équipements), de la bonne gouvernance, de l'employabilité des jeunes lauréats, et du partenariat avec le secteur privé formel et informel garantissant leur insertion. Les actions du projet se concentrent au niveau des 12 établissements (école et centre de formation) de la province du SUD-UBANGI.

Suite à ce recadrage, au stade actuel de la mise en projet, en 2018 (chiffre non cumulatif):

- ✓ 1 037 élèves dont 307 filles ont suivi des formations avec plus de formation pratique et la préparation à l'insertion, grâce aux actions du projet, dans au moins 6 écoles de la province du SUD-UBANGI.
- ✓ 190 apprenants dont 117 filles ont suivi des formations avec plus de formation pratique et la préparation à l'insertion, grâce aux actions du projet, dans au moins 6 centres de formation professionnelle de la province du SUD-UBANGI.
- ✓ Le taux de participation des filles à l'ETFP a atteint en 2018, 29,6%, des élèves dans l'enseignement technique et des apprenants en formation professionnelle bénéficiaires, en dehors de la filière Coupe-couture. En outre la participation des filles aux EXETAT a atteint en 2018 un taux de 38,6%.

Les appuis des ETFP en termes d'amélioration de l'accès, de la qualité (par la formation théorique et pratique) et de la Gouvernance grâce à une gestion scolaire

transparente, renforcent les capacités des ETEP ciblés qui seront considérés comme des centres d'application dans la région. L'appui en équipements au niveau des ETEP, la facilitation de la collaboration avec le secteur privé et le monde associatif, les formations informelles etc. facilitent l'apprentissage des apprenants pour les rendre compétitifs sur le marché de l'emploi ou dans la création d'auto-emploi.

Le projet met l'accent aussi sur l'approche basée sur les droits en favorisant la bonne gouvernance au niveau des établissements (par l'implication effective des organes de cogestion dans la gestion des ETEP et la mise en place des outils de gestion), l'inclusion des hommes et des femmes à la prise de décision afin d'éviter l'exclusion. La stratégie genre, et ses plans d'action annuels permettent au projet de mener des actions en faveur de l'égalité de chances entre filles et garçons dans l'ETEP et l'emploi.

Enfin, le projet se félicite de la continuité par les partenaires/bénéficiaires des actions entreprises dans la province de la MONGALA malgré son retrait. Nous pouvons citer entre autres :

- Le fonctionnement adéquat du centre informatique au Lycée MONZOTO MWA NTONGO où à côté de la pratique des élèves de l'enseignement normal, des formations informelles en informatique sont organisées et le cyber permet à la population de s'ouvrir au monde (a déclaré le Gouverneur de cette province) ;
- Extension des activités du centre CAFPIK dans la commercialisation des produits transformés et des pépinières des essences forestières
- Production et vente des briques cuites de la bonne qualité par l'association des jeunes désœuvrés d'UMANGI, encadrée par la congrégation des frères Franciscains de la vie de Marie.
- Fonctionnement de l'unité de production (Porcherie) au sein de l'ITA MONDONGO.



**Figure 4: Pépinières essences forestières CAFPIK/LISALA**

### 2.3 Performance de l'output 1



#### 2.3.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 1 : Les autorités provinciales en ETFP assurent mieux leur rôle régaliens vis-à-vis des établissements ciblés.</b>					
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur année N-1</b>	<b>Valeur année N</b>	<b>Cible année N</b>	<b>Cible finale</b>
Nombre de réunions du comité provincial EPSP (mécanismes de concertation élargie) organisé	0	ND	3	4	12
% des enseignants avec des qualifications requises dans les filières porteuses des établissements ciblés	61,5%	25,1%	61,7%	65,0%	80,0%
% d'enseignants des branches techniques suivis par les inspecteurs	60,0%	60,0%	92,0%	70,0%	80,0%

#### 2.3.2 État d'avancement des principales activités

N°	État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>3</sup>	État d'avancement :			
		A	B	C	D
1	Clôture de la convention de subsides (CdS) avec les autorités provinciales de la SUD UBANGI (PROVED SUD UBANGI) et démarrage du protocole pour la mise à disposition au projet des agents de l'Administration de l'EPSP	X			
2	Accompagnement de proximité et coaching des établissements par les agents de l'Administration de l'EPSP mis à disposition du projet	X			
3	Organisation d'un audit organisationnel et financier des 6 établissements et proposition d'outils de gestion simplifiée pour l'amélioration de la gestion scolaire (plus accompagnement)		X		
4	Appui la mise en place et au fonctionnement des mécanismes de concertation élargie au niveau provincial		X		
5	Production des outils de communication de proximité pour l'accès et la rétention des filles aux établissements d'enseignement technique et de la formation professionnelle, ETFP		X		

### 2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Le recadrage des activités du projet, limite cet output, qui se réfère au rôle régalié des autorités provinciales en ETFP vis-à-vis des établissements ciblés, aux axes stratégiques suivants :

- ✓ Appuyer la mise en place et au fonctionnement de mécanismes de concertation élargie au niveau provincial conformément à l'arrêté du 16 octobre 2017, portant sur la composition et le fonctionnement du comité provincial de l'EPSP avec un accent sur l'ETFP.
- ✓ Mettre l'accent sur les 3 thématiques (la bonne gouvernance, la qualité de la formation et l'insertion/partenariat avec le secteur privé)
- ✓ Sélectionner et renforcer les capacités des Inspecteurs techniques sur base des termes de référence revus en concertation avec la PROVED pour leur mise à disposition au projet en vue d'étoffer l'équipe opérationnelle.
- ✓ Intégrer la notion de développement territorial inclusif autour et avec les établissements appuyés sur l'ensemble des aspects et résultats recherchés.

En effet, des résultats mitigés ont émergé de l'évaluation participative de la convention de subside signée avec la Direction provinciale de l'EPSP SUD-UBANGI. L'objectif de cette convention consistait à mobiliser des Inspecteurs techniques afin d'assurer le suivi, l'accompagnement, la formation et l'évaluation des établissements ciblés de la Province. Ces résultats moyens ont conduit le projet à réorienter sa stratégie d'appui aux autorités. Un protocole d'accord a été signé entre le Ministre Provincial en charge de l'éducation et le Représentant Résident d'Enabel pour la mise à disposition du projet EDUMOSU de 6 agents de l'administration de l'EPSP. Ce protocole avait comme finalité de définir les modalités de travail et de primes des collaborateurs techniques, temporairement affectés au projet. Ces collaborateurs sont des agents de la Direction Provinciale de l'EPSP SUD UBANGI sélectionnés suivant

<sup>3</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

un processus transparent d'identification en tenant compte des profils et des exigences d'Enabel.

Quatre (4) de ces agents sont affectés au niveau des grandes agglomérations de la zone d'interventions, à savoir GEMENA, BWAMANDA, BUJALA et GWAKA (MILUNA). Cet accompagnement de proximité a contribué à un accroissement significatif de l'indicateur relatif au pourcentage (%) d'enseignants des branches techniques suivis par les inspecteurs qui présente une valeur de 92%. Un accroissement de 22% par rapport à la valeur de l'année N et de 32% par rapport à la valeur Baseline. La présence des accompagnateurs territoriaux a influencé la présence de leurs collègues Inspecteurs au niveau des établissements pour le suivi des enseignants des branches techniques. Cette approche a aussi contribué à l'amélioration de l'indicateur de taux de réussite aux évaluations externes des apprenants dans les filières porteuses des établissements ciblés.

Des plans de redressement des 6 écoles ciblées ont été produits par le chargé de gestion scolaire et d'insertion. Une série de formations de renforcement des capacités des membres de comités scolaires, des chefs d'établissements et des enseignements techniciens ont été organisées par ces agents mis à disposition avec l'appui des Inspecteurs techniciens. Les thématiques suivantes ont été abordées :

- Les missions et mandats des organes de la cogestion,
- L'élaboration, l'exécution et le suivi de la prévision budgétaire,
- La didactique des disciplines techniques, l'exploitation de programme de cours
- La cellule de base de formation et d'encadrement.

En outre, guidé par le souci de bonne gouvernance et la nécessaire préoccupation d'inventorier les obstacles (ou les forces restrictives) qui peuvent menacer le processus de développement organisationnel des établissements ciblés (écoles et centres de formation), le projet a commandité un audit organisationnel, afin d'identifier les besoins en renforcement des capacités, notamment en matière d'organisation et de gestion auprès de ces établissements.

Le projet s'est investi, avec le projet ACCELERE ! 2, dans l'élaboration de la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation (SSPEF) de la province du SUD UBANGI. Cette activité est portée par le Comité Provincial de l'EPSP qui est un mécanisme de concertation élargie au niveau provincial conformément à l'arrêté du 16 octobre 2017. Le projet en concertation avec les autres PTF appuient les activités de ce comité. L'indicateur sur le nombre de réunions organisées par ce comité provincial EPSP, paraît pertinent et facile à mesurer. Cette année sur les 4 réunions prévues, 3 ont été organisées avec l'appui du projet.

A côté de la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation, ce comité a réfléchi à la réduction des frais scolaires. A cet effet, un projet d'édit et d'arrêt ont été déposés aux autorités provinciales via le Ministère provincial de l'Education. L'applicabilité de ces deux documents constitue un goulot d'étranglement pour le détenteur des obligations.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie Genre élaborée par EDUMOSU, Les autorités provinciales et autres parties prenantes ont mis en place un dispositif de sensibilisation de masse en vue de favoriser l'inscription et la rétention des filles dans les établissements de l'enseignement technique et de formation professionnelle, ETEP de la Province du SUD-UBANGI. Une mission de consultance a été commanditée à cette fin. A l'issue de cette mission, les résultats suivants ont été obtenus :

- ✓ 6 messages clés de la campagne ont été formulés d'une manière participative.
- ✓ Deux radios à fort audimat ont été identifiées et sélectionnées ; Radio Liberté de BUDJALA et Radio Liberté de GEMENA.
- ✓ Six professionnels des médias, en raison de trois par radio ont été renforcés en matière de gestion et production des spots, magazines et émissions de sensibilisation radio.
- ✓ Deux clubs d'auditeurs indépendants des radios ciblées ont été structurés et renforcés en matière de focus groupe et de jeux publics dans les deux cités GEMENA et BUDJALA. Ces clubs d'auditeurs sont issus de l'association Planète Junior dont le rayon d'action comprend GEMENA, BUDJALA et leurs environs.
- ✓ Une troupe théâtrale nommée OURAGAN a été identifiée et sélectionnée. Six acteurs de cette troupe ont été renforcés en matière de théâtre radiophonique et ont produits six sketches portant nos six messages de campagne en lingala.
- ✓ Un Musicien/griot a été identifié et a composé une chanson en lingala qui contient les six messages.
- ✓ Les différents outils de sensibilisation, spots, chansons, sketches sont produits, montés et mis à disposition des radios.

Le projet a signé une série de protocoles avec les radios et le club d'auditeurs en vue d'appuyer la mise en œuvre de cette campagne médiatique de masse à travers la production des magazines, la réalisation des jeux publics et la diffusion des différents outils produits.



**Figure 5: Montage des outils de sensibilisation**

## 2.4 Performance de l'output 2

### 2.4.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 2 : Les directions des établissements ciblés gèrent leurs établissements pour offrir une formation de qualité pertinente pour un plus grand nombre d'apprenants en mettant l'accent sur les filles.</b>					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
% des travaux de réhabilitation/construction au niveau des établissements d'enseignement formel ciblés	5,1%	ND	21,3%	20,0%	100,0%
Nombre d'établissements d'enseignement formel équipés	5	5	6	5	6
Evolution des inscriptions dans les établissements ciblés	1,0%	1,0%	24,98%	20,0%	25,0%
Taux de rétention	90,0%	89,9%	96,3%	100,0%	100,0%
% des établissements ciblés donnant une formation de qualité	60,0%	40,4%	66,7%	70,0%	80,0%
Nombre des établissements ciblés ayant une gestion saine et transparente	1	6	3	3	6

### 2.4.2 État d'avancement des principales activités

N°	État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>4</sup>	État d'avancement :			
		A	B	C	D
1	Appui à la mise en œuvre du plan de communication du projet sur la promotion de l'ETFP avec un accent particulier sur les filles.		X		
2	Accompagnement (coaching) et suivi opérationnel des unités de base (Pédagogiques, UFE, unités de production) au sien des établissements ciblés		X		
3	Fourniture de matériel pédagogique (les curricula, manuels scolaires et matériels didactiques) et accompagnement à leurs utilisations	X			
4	Construction/réhabilitation et Equipement des établissements ciblés.		X		
5	Amélioration de la Gouvernance au niveau des établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle ciblés dans le Sud-Ubangi		X		

### 2.4.3 Analyse des progrès réalisés

L'output 2 est spécifiquement orienté vers les établissements de l'enseignement formel (Ecole). Comme nous avons souligné, ci-haut, le projet a obtenu des résultats pertinents cette année suite au recadrage des activités et au renforcement de son

<sup>4</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

équipe opérationnelle par la présence des agents de l'Administration de l'EPSP mis à sa disposition.

Le projet a contribué à la promotion des ETEFP dans sa zone d'intervention par la mise en place d'un dispositif de communication de masse en vue de promouvoir l'ETFP et de favoriser l'inscription et la rétention plus des filles. De même un système de paiement des bourses à toutes les filles de la filière agricole a été expérimenté au sein du CS ELIKYA qui évolue au sein de la plantation de MILUNA. Ce système a incité un grand nombre des filles à s'inscrire dans la filière agricole, le nombre d'inscrits est passé de 42 élèves fin septembre à 89 à la fin du premier trimestre 2018. Notons aussi que des journées portes ouvertes ont été organisées dans quelques établissements lors de la journée dédiée à l'enseignement.

Une très bonne dynamique est observée au niveau des écoles techniques qui organisent systématiquement les travaux pratiques selon un horaire bien défini, en désignant pour chaque classe un enseignant titulaire qui encadre les apprenants.

Les constructions/réhabilitations des établissements contribuent à une évolution positive des inscriptions des élèves au niveau des établissements ciblés. Après le retrait du projet dans la MONGALA et vu les limitations budgétaires auxquelles le projet a dû faire face, le budget alloué aux travaux d'infrastructures (construction/réhabilitation) des établissements de formation formelle a été revu. Ce budget est actuellement planifié à 1 483 681 Euros jusqu'à la fin du projet. Par rapport au budget des infrastructures planifié pour l'année 2018, un taux de décaissement 73,11% a été observé quant à la réhabilitation/construction des bâtiments scolaires pour les établissements formels.

Plusieurs travaux de construction/réhabilitation ont été réalisés au cours de cette année. Ainsi, le projet a finalisé :

- La réhabilitation de la salle des professeurs du lycée ESENGO
- La réhabilitation du bloc administratif du Lycée MOMBEMBE à BUDJALA.
- La construction de deux bâtiments de trois salles de classes chacun plus un bloc latrines à huit portes qui sont en cours de finalisation à l'ITP LABO.

Aussi, plusieurs réceptions définitives des ouvrages ont été réalisées par l'équipe des ingénieurs du projet, il s'agit de :

- La réception définitive de la salle informatique du CS VERBIST
- La réception définitive du poulailler de l'ITA BONGISA.

Malgré le retrait du projet de la MONGALA (fin 2017) plusieurs chantiers en cours de construction ont été finalisés et réceptionnés en 2018, dont :

- La salle informatique du Lycée MONZOTO,
- La porcherie de l'ITAV MONDONGO,
- Le bureau de la PROVED MONGALA.

En outre, le projet s'est concentré dans la conception et la finalisation du cahier spécial de charges ainsi que des plans de construction des bâtiments scolaires (Atelier de couture Lycée ESENGO, du bloc administratif et internat de l'ITA BONGISA, 4 salles de classes du CS Th. VERBIST). Ces travaux seront lancés dès le 1<sup>er</sup> trimestre 2019, et vont augmenter le taux de décaissement total jusqu'à atteindre 67% du total du montant global des infrastructures planifié jusqu'à la fin du projet.



**Figure 6: Bâtiment réhabilité au Lycée ESENGO/GEMENA**



**Figure 7: Deux blocs de salle de classes en cours de construction à l'ITP LABO/GEMENA**

Pour améliorer la gouvernance, la gestion scolaire et la redevabilité au sein des établissements ciblés, des comités scolaires (COGES, COEL, COPA) ont été redynamisés et restructurés avec l'appui du personnel mis à disposition. Aussi un audit externe commandité par le projet a été organisé en vue d'un diagnostic organisationnel, financier et administratif des établissements ciblés par le projet. Cet audit a permis d'orienter le projet dans les différentes actions concrètes à mettre en œuvre en vue de contribuer à l'amélioration de la gestion des établissements scolaires ciblés. Ainsi des plans de redressement scolaire ont été élaborés et mis en œuvre ; et les différents établissements ciblés sont régulièrement accompagnés et encadrés par

l'équipe des agents accompagnateurs territoriaux, pour l'appui à la mise œuvre de leur plan de



***Figure 8: Travaux pratiques CS ELIKYA/ GWAKA***

redressement.

Le « nombre d'établissements d'enseignement formel équipés » est de 6 car toutes les écoles ciblées retenues après le recadrage des activités ont reçu des équipements pour permettre aux élèves de faire plus de travaux pratiques.

« L'évolution des inscriptions dans les établissements ciblés » est de 24,98% par rapport à la cible annuelle de 20%. Ceci peut se justifier par la bonne presse venant des diverses actions exécutées au sein des établissements ciblés qui attirent normalement un nombre beaucoup plus grand de nouveaux élèves. Aussi par l'octroi des bourses aux élèves de la filière agricole du CS ELIKYA qui a fait passer le nombre des élèves du simple au double. On pense que cet indicateur va croître davantage

dans les années à venir compte tenu des constructions prévues dans les établissements ciblés.

Le taux de rétention de 96,3% évolue très bien et on prévoit d'atteindre la barre de 100%. Ceci est sans doute imputable au sérieux observé dans la gestion des établissements ciblés grâce aux accompagnements du projet et du fait d'une concentration des activités sur un nombre limité des établissements ciblés.

« Le % des établissements ciblés donnant une qualité », était de 40,4% l'année passée et est de 66,7% cette année. Cette amélioration peut se justifier par la nouvelle approche du projet consistant à avoir de façon permanente des agents mis à disposition du projet par la division de l'EPSP. Leur encadrement, suivi et accompagnement de proximité permet aux établissements d'améliorer la qualité de la formation ainsi que la remise des manuels scolaires et en curricula. Aussi plusieurs formations ont été organisées dans les établissements pour renforcer les capacités des chefs d'établissement et des enseignants sur le fonctionnement effectif des unités pédagogiques et dans le respect des normes inscrites dans les instructions officielles.

« Le nombre des établissements ciblés ayant une gestion saine et transparente » a connu une légère augmentation par rapport à l'année passée, on est passé de 1 à 3. Le projet pense améliorer cet indicateur en suivant les recommandations formulées par l'audit externe effectué au sein des établissements et par la mise en œuvre rigoureuse du plan de redressement des établissements ciblés.

## 2.5 Performance de l'output 3

### 2.5.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 3</b> : Le secteur privé et le monde associatif jouent un rôle prépondérant quant à la pertinence de l'offre ETFP répondant aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone ciblée.					
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur année N-1</b>	<b>Valeur année N</b>	<b>Cible année N</b>	<b>Cible finale</b>
Nombre d'apprenants encadrés et formés par le secteur privé et/ou centres de formation suivant les filières porteuses identifiées et appuyées par EDUMOSU	8	ND	190	ND	ND
% des travaux de réhabilitation/construction au niveau des centres de formation ciblés	0,0%	0,0%	20,2%	20,0%	100,0%
Nombre des centres de formation du secteur privé équipés	1	1	3	6	6
Nombre d'unités de production (AGR) mises en place et opérationnelles dans les centres de formation du secteur privé/monde associatif	0	0	2	3	6
Nombre d'unités, formation-emploi (UFE) fonctionnelles au sein des centres de formation non-formelle avec l'appui du secteur privé et monde associatif	0	0	0	1	6
% des lauréats/sortants accompagnés à l'insertion professionnelle par le secteur privé ou monde associatif	ND	1,7%	32,9%	30,0%	50,0%

### 2.5.2 État d'avancement des principales activités

N°	État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>5</sup>	État d'avancement :			
		A	B	C	D
1	Mise à niveau technique des formateurs des apprenants des métiers		X		
2	Appui à l'organisation des formations à courte durée au bénéfice des groupes spécifiques ciblés, avec une attention pour les filles		X		
3	Appui à l'amélioration du cadre d'apprentissage des jeunes inscrits dans les filières porteuses au sein des centres de formation ciblés par le projet		X		
4	Appui à la mise en place des unités de production dans les centres de formation du secteur privé			X	
5	Organisation des Stages dans les entreprises et associations privées et/ou publiques		X		
6	Action-recherche sur le marché de l'emploi/auto-emploi	X			

### 2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Le recadrage des activités qui a abouti au repositionnement stratégique de l'intervention avait pour but entre autres d'assurer la montée à l'échelle de l'insertion des jeunes lauréats des établissements et centres de formation formelle et/ou informelle appuyés tout en améliorant la qualité des enseignements en mettant un accent sur l'organisation des travaux pratiques, visites guidées et stages scolaires/professionnels.

Dans le souci de garantir une meilleure adéquation formation – emploi, plusieurs filières porteuses ont été retenues par le projet et appuyées par des experts du secteur privé/monde associatif. Pour ce faire, différents protocoles de partenariat ont été signés entre le projet et des organisations (publiques et privées) d'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes lauréats. Parmi elles, nous avons cité une convention de partenariat signée et mise en œuvre entre le projet et la structure INPP, pour l'encadrement et la formation des jeunes à la production des briques en terre stabilisées au ciment. 26 jeunes lauréats et désœuvrés ont été sélectionnés par le projet ; formés et encadrés par les experts de l'INPP pour produire 25.000 briques en terre stabilisées au ciment. Ces briques sont utilisées dans la construction, à travers l'approche chantier école, d'un dortoir pour filles, d'une capacité de 120 lits, au sein du centre ELIKYA.

D'autre part, un partenariat a été signé avec le secteur privé pourvoyeur d'emplois, « la plantation de MILUNA » avec comme objectifs :

- Accroître les conditions d'apprentissage pratique des établissements existants au sein de la plantation notamment le centre privé ELIKYA et le foyer social en dégagant des Recettes pour le fonctionnement de l'établissement ;
- Offrir aux apprenants des filières techniques un cadre amélioré pour la réalisation des travaux pratiques, des stages professionnels et des visites guidées ;
- Contribuer à l'insertion socio-économique des jeunes des filières techniques agricoles, avec un accent sur les filles ;

<sup>5</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

- Améliorer les connaissances locales sur les thèmes transversaux, dont les nouvelles techniques agropastorales, la protection de l'environnement, le Genre, etc.

Deux conventions de subsides sont en cours de préparation, l'une pour l'amélioration de l'accès à l'emploi agricole pour une population mieux formée aux pratiques culturelles en contexte forestier avec la branche sociale de la plantation de MILUNA (Asbl ELIKYA) et une autre pour l'insertion professionnelle des jeunes via des formations qualifiantes de courte durée, dispensées par les associations des « artisans forgerons » et des « mamans de l'Equateur » en phase avec les besoins du marché du travail.

Pour cette dernière convention, un partenariat est envisagé entre l'association des forgerons de Gemena et certaines entreprises du niveau national et/ou international. Parmi ces entreprises, nous avons identifié l'entreprise BERCIT MEEGI (Bureau d'Etudes de Réalisation et de Commercialisation Industrielle de Technologie : Mécanique, Electrique, Electronique, Génie civil et Construction et Informatique), dont son responsable (avec l'appui du projet) a effectué une mission de travail à Gemena. Cette mission avait comme but d'échanger avec l'équipe du projet et les membres de l'Association des Forgerons afin d'identifier le matériel et équipements nécessaires pour le fonctionnement du centre de formation (qui sera construit par le projet), l'élaboration d'un référentiel des cours standard de formation dans les différentes filières informelles précitées et aussi l'appui dans la mise en réseau de l'association des forgerons de Gemena avec d'autres organisations internationales partenaires travaillant dans ce domaine, dont particulièrement les ONG CODEART, T4D, etc.

Suite aux actions du projet, nous avons remarqué une amélioration du taux d'inscription des apprenants dans les filières organisées au sein des centres de formation, ainsi, le « nombre d'apprenants encadrés et formés par le secteur privé et/ou centres de formation suivant les filières porteuses identifiées et appuyées par EDUMOSU » est passé de 87 apprenants en 2017 à 190 apprenants en 2018, soit une évolution positive de 68,6% par rapport à l'année antérieure.

Parmi les 190 apprenants ayant suivi des formations au cours de l'année 2018, 15% (soit 30 filles déscolarisées) ont bénéficié d'une formation sur les techniques de fabrication des paniers et nattes en vannerie d'osiers tressés pendant une durée de 17 jours (formation et accompagnement et/ou encadrement) au sein du foyer Social de l'entreprise MILUNA. Un expert externe a été identifié et engagé par le projet en vue d'assurer cette formation. Actuellement, ces jeunes formés sont régulièrement sollicités par l'entreprise pour produire des petits paniers qui servent à la plantation lors des récoltes de cabosses de Cacao.



***Figure 6: Chantier-école d construction d'un Dortoir au centre ELIKYA/GEMENA***



***Figure 7: Un lauréat menuisier encadré par un professionnel de métier***



***Figure 8: Formation courte durée en vannerie au foyer social MILUNA***

L'indicateur relatif au « % des travaux de réhabilitation/construction au niveau des **centres de formation ciblés** » est calculé sur base du montant réellement décaissé

comparé au niveau de réalisation des travaux de construction/réhabilitation. Un décaissement annuel de 65,9% a été observé sur le montant total planifié pour les différents chantiers de construction/réhabilitation des centres de formation. Ce montant est estimé à 143.000 euros, et concerne les travaux de construction du dortoir au Centre de Formation ELIKYA. Celui-ci, est en cours de construction, à travers l'approche chantier école ; 32 lauréats ont été recrutés pour la réalisation des travaux de construction, parmi eux, 20 dont 4 filles exécutent les travaux de construction – maçonnerie et 12 dont 1 fille (l'unique fille menuisière de toute la province du SUD UBANGI) exécutent les travaux de menuiserie/Charpenterie.

3 cahiers spéciaux de charges sont aussi en cours d'élaboration pour être déposés en Q1 2019 auprès du centre de services de marchés publics et logistique (CSMPL) pour analyse et publication. Il sied de signaler la réception définitive du centre de transformation des produits agricoles de CAFPIK à Lisala.

Trois (3) centres de formation ont bénéficié des différents équipements et matériel nécessaires pour leurs fonctionnements mais aussi dans le cadre de l'appui à l'amélioration de la gestion administrative et financière de ces centres. Parmi, les 3 centres équipés, 2 ont mis en place des unités de production opérationnelles, dans le but d'améliorer leurs finances, il s'agit du centre ELIKYA et du Foyer social qui disposent d'un atelier de coupe et couture moderne, avec des machines et équipements de pointe.

Quant à l'indicateur sur le « Nombre d'unités, formation-emploi (UFE) fonctionnelles au sein des centres de formation non-formelle avec l'appui du secteur privé et monde associatif », sa valeur est restée nulle pendant l'année 2018, mais cependant, plusieurs actions ont été réalisées, notamment l'identification et la formation des membres du comité élargi pouvant constituer les différentes UFE dans 3 centres de formation (dont, Centre ELIKYA, AFOGEM/AME et Foyer Social de l'Asbl ELIKYA). L'implémentation et l'opérationnalisation de ces trois UFE interviendra au premier trimestre 2019.

L'indicateur relatif au « pourcentage des lauréats/sortants accompagnés à l'insertion professionnelle par le secteur privé ou monde associatif » a sensiblement été amélioré, passant de 1,7% l'année 2017 à 32,9% au cours de l'année 2018 (légèrement supérieure à la valeur cible qui est de 30% de l'année N). Cette amélioration est expliquée par les accompagnements/encadrements des jeunes lauréats en stage professionnel et formation pratique postsecondaire organisés grâce aux différents protocoles de partenariats signés et mis en œuvre avec les organisations du secteur privé. Au total, 72 lauréats, dont 6 filles ont été accompagnés à l'insertion professionnelle. Parmi eux, 46 (dont 3 filles) ont été encadrés par l'entreprise MILUNA pour des stages professionnels de 3 mois en deux tours. A l'issue de leurs stages professionnels, chaque lauréat a proposé un micro projet auprès du projet, ceux-ci sont analysés par l'équipe du projet et les meilleurs (en termes de coût, efficacité et rentabilité) seront retenus et feront objet, en 2019, d'un appui individuel ou en association. En outre, 26 autres jeunes lauréats (dont 3 filles) ont été encadrés et formés pendant 1 mois par la structure INPP sur la fabrication et la production des briques en terre stabilisées au ciment. A l'issue de cette formation, ceux-ci ont bénéficié de la part du projet d'un Kit de sortie pouvant les aider à créer leur propre emploi et/ou à solliciter un emploi auprès des tiers.

## 3 Thèmes transversaux

### 3.1 Genre

EDUMOSU a tenu compte du “genre” dans la mise en œuvre de sa stratégie de communication pour adresser l’égalité des “genres” dans l’inscription des élèves à l’ETFP. Cette stratégie est le résultat d’une expertise “genre” qui avait relevé les différents obstacles socioculturels qui pèsent en défaveur de la scolarité des filles et les préjugés tenaces et persistants quant au rôle de la femme dans la société.

Deux (2) magazines radio, des sketches réalisés, une chanson pour encourager les parents à inscrire leurs filles à l’école.

Dans les chantiers-écoles, le projet encourage le recrutement des filles lauréates dans les chantiers de construction en cours. (ELIKYA, ITP LABO)

**Des bonnes pratiques:** dans le cadre du partenariat avec l’ASBL ELIKYA du secteur privé MILUNA, et l’appui au renforcement du CS ELIKYA, 2 ingénieurs agronomes femmes ont été recrutées comme enseignantes et soutenues par une prime du projet pour la mise en œuvre des travaux pratiques chaque après-midi avec les apprenants. Des bourses ont été données à l’inscription des filles comme contribution aux frais scolaires supportés par les parents, qui ne sont pas des salariés au niveau des plantations, ce qui a conduit à un taux de 41,5% des filles inscrites.

Le renforcement des compétences “genre” se poursuivra au cours de la CdS avec le recrutement d’une coordonnatrice de l’ASBL identifiée et très qualifiée et sensible au “genre” qui pourra jouer un rôle d’appui-conseil.

Appui a été donné à l’entrepreneuriat féminin, en soutenant la formation des femmes à la fabrication de nattes et paniers au foyer social de MILUNA.

### **3.2 Environnement**

Le projet a poursuivi le soutien à la vulgarisation des foyers améliorés pour la cuisson des aliments en partenariat avec l’association des forgerons de Gemena. Plus de cinquante (50) foyers ont été produits et commercialisés.

Le projet a contribué à la promotion de processus de construction plus durables grâce à l’introduction de presses à briques « TERSTARAM » de briques stabilisées en terre argileuse + ciment, qui représentent une alternative environnementale crédible aux briques cuites.

### **3.3 Autre VIH/SIDA**

Le projet a choisi de former le staff durant une journée sur la problématique des violences faites aux femmes et enfants. Avec l’appui de l’ATN de lutte contre les violences sexuelles du projet PLVS, une formation a été donnée suivie des témoignages de 3 victimes.

Une formation du staff sur la prévention au VIH/SIDA, Ebola, ... a été également assurée par le médecin conseil d’Enabel lors de sa visite à GEMENA.



**Figure 9: Formation lors de la visite du médecin conseil Enabel à GEMENA**

## 4 Gestion des risques

Identification des risques			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Suite au plafond budgétaire annuel dicté par le siège et la durée de la mise en œuvre du projet, il y a un risque de ne pas décaisser totalement le budget alloué.	Q4 2018	OPS	Elevée	Elevé	Elevé	Proactivité et finalisation des dossiers techniques plus particulièrement des infrastructures.	UGP/CMP	Q2 2019	Planification détaillée des activités suivant l'approche RACI	En cours
						Demande de prolongation de la convention de mise en œuvre	UGP/RR	Q4 2019	Planification d'une SMCL en Q4 2019	
Retard dans la mise en œuvre des certaines conventions de subsides dans l'attente de l'ANO du siège. Il s'agit : Avec l'Asbl ELIKYA (branche sociale de la Plantation de MILUNA). Durée: 18 mois Et la convention avec les Pères de Scheut	Q4 2018	OPS	Moyen	Moyen	Moyen	Démarrage des fiches d'activités	UGP	Q1 2019	Suivi démarrage activités, recrutement enseignants, identification coordinatrice programme, octroi bourses aux jeunes vulnérables dans la plantation... redynamisation de l'AFOGEM par les travaux collectifs chaque semaine	En cours
Trouble post électoral	Q4 2018	OPS	Moyen	Elevé	Elevé	Suivi sécuritaire et sociopolitique régulier	RR Enabel/AM BABEL		Mise en application des recommandations sécuritaires	En cours

## 5 Pilotage et apprentissage

### 5.1 Réorientations stratégiques

Comme nous avons mentionné, ci-haut, suite à la décision de se retirer de la province de la MONGALA, en raison de contraintes budgétaires (Octobre 2017), les activités du projet sont concentrées dans la province du SUD UBANGI. Cette nouvelle province présentant de sérieux problèmes d'infrastructures scolaires (écoles et centres de formation) qui sont pour la plupart dans un état de délabrement très avancé. Le projet a mis l'accent sur la réhabilitation et/ou construction des infrastructures dans une approche « chantier- école » qui améliore aussi bien la qualité de la formation pratique au sein des établissements appuyés que l'accompagnement des jeunes lauréats dans le processus de professionnalisation et d'insertion professionnelle.

Dans ce contexte, une réorientation stratégique a été opérée en 2018 qui sera poursuivie en 2019 en mettant l'accent sur :

- ✓ L'opérationnalisation des UFE dans les établissements comme gage de maintien et de développement de la collaboration avec le secteur économique et d'insertion durable des sortants issus des établissements appuyés
- ✓ La formalisation et la systématisation du processus d'insertion avec un accompagnement des lauréats par les UFE
- ✓ La bonne gouvernance au sein de l'établissement comme facteur de réussite via la redynamisation des organes de cogestion

Au niveau des différents résultats ou différents axes, la stratégie d'intervention du projet se présente de la manière suivante :

**Résultat 1** : « Les autorités provinciales en matière d'enseignement et de l'ETFP en particulier assurent mieux leur rôle régaliens vis-à-vis des autres acteurs dans le secteur » : le projet va :

- ➔ Mettre l'accent sur les 3 thématiques (la bonne gouvernance, la qualité de la formation et l'insertion/partenariat avec le secteur privé)
- ➔ Renforcer les capacités de quelques agents étatiques mis à disposition du projet en vue de rendre l'équipe très opérationnelle et d'assurer un accompagnement rapproché des établissements ciblés.
- ➔ Intégrer la notion de développement territorial inclusif autour et avec les établissements appuyés sur l'ensemble des aspects et résultats recherchés.

**Résultat 2** : « Les directions des établissements ciblés gèrent leur établissement pour offrir une formation de qualité pertinente pour un plus grand nombre d'apprenants en mettant l'accent sur les filles » :

- ➔ Appuyer le fonctionnement des Unités Formation – Emploi (UFE)
- ➔ Développer le partenariat local pour l'insertion
- ➔ Formaliser et systématiser les modalités de stage
- ➔ Formaliser et systématiser la mise en œuvre par les UFE d'un processus visant l'insertion à l'auto emploi et à l'emploi salarié
- ➔ Mettre en œuvre et accompagner les unités de production dans chaque établissement appuyé avec un modèle de gestion et outils y afférant
- ➔ Booster l'approche chantier école/formation pour les filières porteuses de la construction (maçonnerie, menuiserie/charpenterie, etc.)

**Résultat 3** : « Le secteur privé et le monde associatif jouent un rôle prépondérant quant à la pertinence de l'offre ETFP répondant aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone ciblée » :

- Poursuivre et mettre à l'échelle les formations de courte durée menant rapidement à l'emploi ou auto-emploi en fonction des potentialités de l'environnement économique
- Modéliser, formaliser, systématiser et mettre à l'échelle les méthodologies innovantes déjà testées en fonction des besoins du secteur privé (ex : les Forgerons, les briquetiers, les menuisiers, transformation des produits alimentaires)
- Renforcer le suivi financier des activités déployées avec le secteur privé/monde associatif.
- Démarrer le partenariat avec le secteur privé formel agricole

Les appuis du projet seront concentrés de la manière suivante :

- a. Filières porteuses retenues ; 4 grandes filières porteuses dans la zone. Il s'agit des filières suivantes :
  - ✓ Agricole (Agriculture générale, nutrition, transformation, restauration/services traiteurs)
  - ✓ Informatique
  - ✓ Construction (maçonnerie, menuiserie, briqueterie, construction métallique : Soudure et forge)
  - ✓ Coupe-couture
- b. Le ciblage des établissements (écoles et centres de formation) devant bénéficier d'un appui intégré (global) constitué d'un package standard en termes de :
  - Amélioration de l'accès : construction/réhabilitation des salles de classes, blocs latrines et ateliers pour les cours pratiques
    - Amélioration de la qualité de formation :
    - Equipements, manuels didactiques et pédagogiques;
    - Appui et suivi des Unités de production permettant un apprentissage par la pratique et dégagant des revenus permettant de renouveler les activités engagées.
    - Dynamisation des UFE pour un lien étroit avec le secteur privé (Stages scolaires) ;
  - Insertion socioprofessionnelle via l'UFE permettant le lien avec le secteur privé formel et informel et le suivi des lauréats
  - Bonne gouvernance (utilisation d'outils numériques pour arriver à une gestion transparente, « redevabilité », ...)

Ces établissements sont :

- a. Les écoles techniques : organisent la formation formelle en cycle long (Diplôme d'Etat ou A2) pour la plupart :

N°	Localisation	Etablissements	Filière appuyée (porteuse)
01	GEMENA	CS. Théophile VERBIST	Secrétariat administration, branche informatique
02		Lycée ESENGO	Coupe-couture Nutrition
03		ITP LABO	Construction (maçonnerie, menuiserie)
04	BWAMANDA	ITA BONGISA	Agricole (Agriculture générale)

05	BUDJALA	Lycée MOBEMBE	Coupe-couture
06		CS ELIKYA (MILUNA)	Agricole (Agriculture générale)

b. Les centres de formation ou les associations regroupées en corps de métiers : organisent la formation non-formelle et/ou informelle de courte durée en lien avec le secteur privé :

N°	Localisation	Etablissements	Filière appuyée (porteuse)
01	GEMENA	C ELIKYA	Coupe-couture Construction (maçonnerie, menuiserie, briqueterie)
02		C. St FELIX	Construction (Menuiserie)
03		Association des FORGERONS	Construction (construction métallique, Soudure et forge)
04	BWAMANDA	PADRE PIO	Coupe-couture et Menuiserie
05	BUDJALA	CAP DVHA	Coupe-couture
06		FOYER SOCIAL (MILUNA)	Coupe-couture Agricole : Nutrition et Maraîchage

## 5.2 Recommandations

N°	Recommandations	Acteur	Date limite
01.	Proposition d'octroi d'un subside à l'Asbl ELIKYA (branche sociale de la Plantation de MILUNA) avec objectif d'Améliorer l'accès à l'emploi agricole pour une population mieux formée aux pratiques culturelles en contexte forestier. Durée: 18 mois Montant estimé : 500 000 Euros	ANO du Conseil d'administration Enabel	Q1 2019
02.	Démarrer une CdS insertion professionnelle des jeunes via des formations qualifiantes de courte durée, dispensées par les associations des « artisans forgerons » et des « mamans de l'Equateur » en phase avec les besoins du marché du travail.	Finalisation de la CdS (équipe projet) A.N.O. Conseil d'administration Enabel	Q1 2019
03.	Accompagnement à l'installation des lauréats dans l'auto-emploi suivant les approches Business plan et leasing	Equipe Projet et Appui ECT	Q1 et Q2 2019
04.	Poursuite de la mise en œuvre des plans de redressement des établissements ciblés.	Equipe projet	Q1 – Q4 2019
05.	Finalisation des dossiers techniques et lancement des marchés des construction/réhabilitation des infrastructures des établissements ciblés	Pool des ingénieurs pour les dossiers techniques/ Marchés publics pour les marchés	Q1 – Q2 2019

### 5.3 Enseignements tirés

N°	Enseignements tirés	Public cible
01.	La concentration d'un package d'activités dans un nombre restreint d'établissements donne un meilleur impact et évite le saupoudrage.	EST Enabel
02.	L'expérience chantier-école dans le volet infrastructures avec le recours aux lauréats, un bon coaching des corps de métiers qualifiés, un suivi du pool des ingénieurs donne une meilleure <b>assurance-qualité</b> des ouvrages réalisés qu'avec les entreprises locales qui ont du mal à respecter le cahier de charges et n'assure pas vraiment le volet formation, en cherchant plutôt à économiser de la main d'œuvre. De plus, cela permet de passer à l'échelle en termes d'insertion	ECT Infra/EDUCATIO N
03.	L'octroi de bourses pour l'inscription des filles à l'ETFP joue un grand rôle pour l'égalité des genres à l'inscription et rétention des filles à l'ETFP ;	EDUMOSU
04.	L'accord de partenariat avec le secteur privé pour l'organisation de stages scolaires et professionnels dans une plantation agro-industrielle permet aux jeunes d'apprendre vite le métier dans différentes tâches et dans les règles de l'art.	EDUMOSU
05.	L'accompagnement de proximité des établissements avec une équipe opérationnelle renforcée via des agents qualifiés mis à disposition suite à un concours de recrutement, compense de nombreuses faiblesses (constatées au niveau des enseignants et chefs d'établissement) par rapport à la qualité de l'enseignement et assure la pérennisation des activités.	EDUMOSU/MEP SP
06.	Les formations courte durée ont eu un impact très positif sur les filles et les groupes vulnérables pour l'acquisition de compétences d'un métier mais nécessitent toutefois un accompagnement pour l'insertion professionnelle/auto emploi	EDUMOSU
07.	En matière environnementale, la promotion avec les presses à briques « Terstaram » de briques stabilisées en terre argileuse + ciment, représentent une alternative environnementale intéressante aux briques cuites	ECT Infra
08.	La digitalisation avec la construction d'une salle informatique équipée et fonctionnelle réalisée dans 2 CS MONZOTO et Th. VERBIST a eu un impact très bénéfique pour les élèves de ces 2 établissements ayant pour filière secrétariat /administration mais a aussi permis d'attirer d'autres jeunes de l'extérieur pour des formations qualifiantes de courte durée et répondre à des besoins de recyclage de cadres des 2 nouvelles provinces.	EDUMOSU/MEP SP
09.	Les unités de production implantées dans 2 ITA (élevage de porcs, poulailler, champs vivriers) sont à poursuivre car cela permet les apprentissages pratiques et prépare à l'auto-emploi.	EDUMOSU/MEP SP

## 6 Annexes

### 6.1 Critères de qualité

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		X			
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>					
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		A	B	C	D
			X		
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>					
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.			
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.			

<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>	
	<b>A</b> Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	<b>B</b> La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	<b>C</b> Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	<b>D</b> Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>	
	<b>A</b> Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	<b>B</b> Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	<b>C</b> Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	<b>D</b> La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

<b>3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
<b>Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
		X		
<b>3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?</b>				
	<b>A</b>	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	<b>B</b>	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	<b>C</b>	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	<b>D</b>	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
<b>3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?</b>				
	<b>A</b>	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
X	<b>B</b>	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	<b>C</b>	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	<b>D</b>	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

<b>4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		X		
<b>4.1 Durabilité financière/économique ?</b>				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cible et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>				
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.		
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.		
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.		
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.		
<b>4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?</b>				
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.		
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.		
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.		
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.		
<b>4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>				
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).		
x	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.		
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.		
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.		

## 6.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision					Action			Suivi	
N°	Décision	Période d'identification	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
01.	La SMCL a insisté aussi sur un bon ciblage des structures du monde associatif ou privé devant assurer les formations de courte durée orientées vers l'emploi ou l'auto emploi dans les 2 provinces.	mars-17	PV de la 2e SMCL	Membres de la SMCL	Les échanges avec le secteur privé et le monde associatif en cours	UGP	Q4-2019	Une liste des CdS avec le privé et le monde associatif validée par la 2e et la 3e SMCL	OPEN
02.	La SMCL recommande au projet de suivre l'utilisation des moyens généraux qui représentent 34% du taux d'exécution du budget, au 28 Février 2017	mars-17	PV de la 2e SMCL	Membres de la SMCL	Les frais de fonctionnement liés aux activités sont imputés sur les lignes A (Activités)	UGP	Q2-2020	Révision trimestrielle de la Planification	OPEN
03.	La SMCL recommande aux comités provinciaux ETFP de mener des activités de plaidoyer au niveau de Gouvernement central pour le paiement des enseignants (NU et NP) et de faire des efforts au niveau provincial pour la mise en œuvre effective des engagements notamment la bonne gouvernance et la non augmentation des frais scolaires dans les établissements ciblés	mars-17	PV de la 2e SMCL	Membres de la SMCL	Les réunions du comité provincial EPSP sont appuyées par le projet	UGP	Q4-2019	Suivi et accompagnement de l'UGP	OPEN

04.	La SMCL recommande que des échanges puissent se tenir avec l'Ambassade du Royaume de Belgique et Enabel au plus tôt et que le cas de la MONGALA soit traité de manière spécifique dans le prochain COMPAR spécial	janv.-18	PV de la 3e SMCL	Membres de la SMCL	En attente d'une réaction de la partie congolaise	Gouv/RR	RAS	RAS	OPEN
05.	Concernant le chevauchement des compétences et mandats dévolus aux Ministère de l'EPSP et celui de la Formation professionnelle, artisanat et métier. La SMCL recommande de s'en tenir aux accords signés (convention spécifique) avec la tutelle du MEPSP ;	janv.-18	PV de la 3e SMCL	Membres de la SMCL	Poursuite des activités avec les services déconcentrés et décentralisés du Ministère de l'EPSP.	UGP	Q4-2019	Convention de subside Protocole signé pour la mise à la disposition du projet des 6 agents de l'Administration de l'EPSP	OPEN
06.	La SMCL recommande au Projet d'être plutôt proactif dans la planification et la mise en œuvre des activités en respectant les procédures des Marché Publics.	janv.-18	PV de la 3e SMCL	Membres de la SMCL	L'Exercice du MONOP permet au projet de faire des projections des activités à réaliser dans le respect des procédures Enabel	UGP	Q2-2020	La mise en œuvre de certaines activités est gérée directement en régie suivant les Fiches d'activités. Ex : Chantier école	OPEN
07.	La SMCL recommande au Projet de continuer à former les Partenaires sur l'élaboration des rapports techniques et financiers en lien avec le manuel des procédures internes.	janv.-18	PV de la 3e SMCL	Membres de la SMCL	Le Comptable vérificateur, chargé de suivi des Conventions de subsides (CdS) assure l'accompagnement des personnels « ADMINFIN » des bénéficiaires contractants dans le rapportage financier de la CdS	UGP	Q2-2020	Les ateliers de démarrage (renforcement des capacités des parties prenantes aux CdS) sont organisés avant la mise en œuvre des CdS	OPEN

08.	Suite à l'amélioration de la mobilité dans la Province et l'évolution positive du contexte socioéconomique, la SMCL recommande au Projet de : booster les activités au niveau des établissements ciblés, encourager l'esprit d'entrepreneuriat et aux bénéficiaires engagés dans des AGR, de veiller à la commercialisation des produits fabriqués dans le respect des normes	janv.-18	PV de la 3e SMCL	Membres de la SMCL	Des conventions de subsides pour l'Appui à l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et à l'insertion socio-professionnelle des lauréats, avec un accent particulier pour les filles en mettant en place des activités génératrices des revenus (AGR) sont mises en œuvre au niveau des établissements.	UGP	Q4-2019	2 Conventions sont en attente de signature	OPEN
								Un document de repositionnement stratégique est élaboré	OPEN
09.	La SMCL recommande au Projet d'intensifier sa stratégie de communication en valorisant les résultats obtenus pour une bonne appréciation et appropriation par toutes les parties prenantes jusque dans les milieux les plus reculés.	janv.-18	PV de la 3e SMCL	Membres de la SMCL	Mise en œuvre de la de la stratégie de communication du projet en développant plus la communication pour le développement.	UGP	Q4-2019	Un dispositif de communication de masse est mis en place	OPEN
10.	La SMCL recommande au projet de poursuivre et d'intensifier ses efforts pour s'assurer d'un décaissement complet du budget alloué, étant donné que le Projet est encore à mi-parcours.	janv.-18	PV de la 3e SMCL	Membres de la SMCL	Une planification détaillée des activités du projet est élaborée jusqu'à la fin du projet	UGP	Q2-201	Repositionnement stratégique	OPEN
								Finalisation des spécifications techniques pour les actions d'infrastructures	

11.	La SMCL recommande au Projet de travailler plutôt avec les Gestionnaires des établissements en la matière, car le rôle des Inspecteurs se situe au niveau de la formation et de l'évaluation et non du contrôle.	janv.-18	PV de la 3e SMCL	Membres de la SMCL	Le projet met l'accent sur la formation des chefs d'établissement	UGP	Q2-2020	Accompagnement des agents mis à disposition	OPEN
12.	LA SMCL recommande également de faire un tableau des filières porteuses prioritaires identifiées et appuyées ainsi que les budgets y alloués pour montrer la cohérence du Programme et présenter ainsi les résultats pertinents spécifiques à la Province	janv.-18	PV de la 3e SMCL	Membres de la SMCL	Les actions au niveau des différentes filières sont inscrites dans le MONOP avec un suivi budgétaire y afférant.	UGP	Q2-2018	Suivi budgétaire est effectué pour chaque CdS en tenant compte de la filière appuyée.	OPEN

### 6.3 Cadre logique mis à jour

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
------------------------	---------------------------------------	-------------------------	------------

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
<b>Objectif général :</b> Dans les Districts du SUD-UBANGI et de la MONGALA, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes, garçons et filles, de trouver ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation			
<b>Objectif spécifique :</b> Dans un cadre amélioré, institutionnel au niveau provincial et organisationnel au niveau des établissements ETFP, les apprenants des filières appuyées dans les provinces de la MONGALA et du SUD-UBANGI, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi / auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, de l'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle	Taux de réussite externe des apprenants dans les filières porteuses des établissements ciblés	(1) Inspection principale provinciale de l'EPSP (Palmarès) (2) Bureau d'alphabétisation et d'apprentissage professionnel (Palmarès)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Contexte socio-économique suffisamment porteur pour créer des opportunités d'insertion socioprofessionnelle.</li> <li>▪ Conditions de communication, de transport, de sécurité, de gouvernance suffisante pour apporter un appui.</li> </ul>
	Taux de participation des filles à l'ETFP (en dehors de la coupe et couture)	(1) Annuaire statistique provincial, rapport de promotion scolaire	
	% des lauréats ou sortants insérés dans l'emploi salarié et à l'auto-emploi	(1) Rapport d'enquête sur les récits des succès des sortants; palmarès des évaluations	
<b>Résultat 1 :</b> <b>Les autorités provinciales en ETFP assurent mieux leur rôle régalien vis-à-vis des établissements ciblés</b>			
<b>Sous Résultat 1.1 :</b> Les divisions provinciales de tutelle développent une stratégie ETFP-Emploi avec les autres acteurs du secteur et assurent sa mise en œuvre	Nombre des réunions du comité provincial EPSP (mécanisme de concertation élargie) organisé	(1) Rapport/PV des réunions du comité provincial ETFP	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les autorités au niveau des provinces ont un mandat clairement défini. Ce mandat n'entre pas en concurrence avec le mandat d'autres autorités.</li> <li>▪ Les enseignants qualifiés sont</li> </ul>
		(1) La division provinciale de l'EPSP (2) Rapport provincial	
<b>Sous Résultat 1.2 :</b> Les divisions provinciales de tutelle assurent l'affectation des enseignants et formateurs qualifiés dans les établissements ciblés	% des enseignants avec des qualifications requises dans les filières porteuses des établissements ciblés	(1) Etablissements (mise en place et rapport des rentrées scolaires) (2) Rapports SECOPE et Inspecteurs techniques	

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
<p><b>Sous Résultat 1.3</b> Les autorités provinciales de tutelle assurent un système de contrôle et suivi efficace en vue d'une formation de qualité, pertinente et transparente</p>	% d'enseignants des branches techniques suivis par les inspecteurs	(1) Rapport de visite des inspecteurs	<p>disponibles dans le milieu, et les fonds sont mobilisés par le service compétent pour leur prise en charge</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Des moyens sont mobilisés et mis à la disposition des autorités pour bien jouer leur rôle régalién</li> </ul>
<p><b>Résultat 2 :</b> <b>Les directions d'un nombre restreint d'établissements ciblés gèrent leurs établissements pour offrir une formation de qualité pertinente pour un plus grand nombre d'apprenants en mettant l'accent sur les filles</b></p>			
<p><b>Sous Résultat 2.1 :</b> Les établissements favorisent l'accès et la rétention d'un plus grand nombre d'apprenants avec une attention spécifique pour les filles</p>	(%) des travaux de <i>réhabilitation/construction au niveau des établissements d'enseignement formel ciblés</i>	(1) Projet EDUMOSU/Rapports	<p>Les directions des établissements ciblés ont suffisamment de moyens financiers et humains pour améliorer leur gestion</p>
	Nombre d'établissements d'enseignement formel équipés	(1) Projet EDUMOSU/Rapports	
	Evolution des inscriptions dans les établissements ciblés (% de changement par rapport à l'année précédentes)	(1) Etablissement (Registre des inscriptions ou registre des recrutements) (2) Palmarès et rapports d'Ouverture des établissements ciblés	
	Taux de rétention (nbre inscrits début année - nbre abandons)	(1) Etablissement (Registre des inscriptions ou registre des recrutements) (2) Palmarès et rapports d'Ouverture des établissements ciblés	

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
<p><b>Sous Résultat 2.2 :</b> Les établissements ciblés offrent un cadre d'apprentissage et une formation de qualité (théorique et pratique) orientée vers le marché de l'emploi et l'auto-emploi</p>	<p>% des établissements ciblés donnant une formation de qualité (<b>sur base d'un certain nombre critères à savoir : présence des curricula, fonctionnement des unités pédagogiques, participation aux stages, travaux pratiques, enseignants qualifiés...</b>)</p>	<p>(1) Projet EDUMOSU (2) Rapports d'enquête annuelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les conditions de sécurité dans la région permettent d'assurer la présence de l'équipement dans les ateliers pédagogiques et la non détérioration des infrastructures.</li> <li>▪ Les enseignants ont un statut et l'âge leur permettant de prester les heures prévues. Les enseignants ont eu une formation initiale suffisante</li> <li>▪ Les autorités s'impliquent suffisamment et s'assurent du bon déroulement des activités scolaires</li> </ul>
<p><b>Sous Résultat 2.3 :</b> Les directions des établissements ciblés assurent une gestion saine et transparente avec les organes de cogestion</p>	<p>Nombre des établissements ciblés ayant une gestion saine et transparente (<b>sur base des critères formulés par l'équipe du projet : tenue et mise à jour de tous les documents administratifs ; la transparence dans la gestion et la participation active des organes de cogestion dans la gestion quotidienne de l'établissement, etc.</b>)</p>	<p>(1) Etablissements/ (2) PV des réunions (3) Rapports de gestion (4) Documents de gestion utilisés</p>	<p>Tous les organes de COGESTION sont actifs et suffisamment impliqués dans la gestion scolaire. Les parents ont les compétences suffisantes pour communiquer suffisamment.</p>
<p><b>Résultat 3 :</b> <b>Le secteur privé et le monde associatif jouent un rôle prépondérant quant à la pertinence de l'offre ETFP répondant aux besoins d'emploi et d'auto-</b></p>			

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
<b>emploi dans la zone ciblée</b>			
<b>Sous Résultat 1 :</b> Le secteur privé et le monde associatif, formel et non-formel, orientent le choix des filières porteuses	Nombre d'apprenants encadrés et formés par le secteur privé et/ou centres de formation suivant les filières porteuses identifiées et appuyées par EDUMOSU.	(1) Etablissements et Entreprises/ Rapports de stage	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Contexte socio-économique suffisamment porteur pour créer des collaborations entre acteurs concernés par l'insertion socioprofessionnelle des sortants.</li> <li>▪ Le secteur privé et le monde associatif sont disponibles à accueillir et à encadrer les élèves/apprenants pour les stages, travaux pratiques et visites guidées, etc.</li> <li>▪ Le secteur privé/monde associatif accepte de soutenir les meilleurs lauréats et groupes des lauréats ayant passé leur stage professionnel</li> </ul>
<b>Sous Résultat 2 :</b> Le secteur privé et le monde associatif accueillent et accompagnent les apprenants des établissements ciblés pour les formations et les stages	(%) des travaux de réhabilitation/construction au niveau des centres de formation ciblés	(1) Projet EDUMOSU/Rapports	
	Nombre des centres de formation du secteur privé équipés	(1) Projet EDUMOSU/Rapports	
	Nombre d'unités de production (AGR) mises en place et opérationnelles dans les centres de formation du secteur privé/monde associatif	(1) Projet EDUMOSU/Rapports, Rapport d'activité	
<b>Sous Résultat 3 :</b> Le secteur privé et le monde associatif soutiennent les lauréats des établissements ciblés vers l'emploi et l'auto-emploi	Nombre d'unités, formation-emploi (UFE) fonctionnelles au sein des centres de formation non-formelle avec l'appui du secteur privé et monde associatif	(1) Etablissement/Rapport des visites	
	% des lauréats/sortants accompagnés à l'insertion professionnelle par le secteur privé ou monde associatif	(1) Etablissements, (2) Entreprises (3) Lauréats/Palmarès, (4) Résultats des enquêtes	

## 6.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Suite à l'évaluation à mi-parcours et à la décision de l'adaptation du programme EDUMOSU (retrait de la MONGALA) le tableau de suivi des indicateurs de performance du projet a été revu.
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	OUI
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	MTR réalisé (Rapport approuvé)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	N/A
Missions de backstopping	De la Représentation par l'ECT Education

## 6.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

### Financial Planning of RDC1217511

Project Title : Programme d'appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle (ETFP) dans les districts de la Mongala et du Sud Ubangi en Equateur (EDU-EQUA)  
 Fin Plan Version: 11-NEW  
 Budget Version: C03  
 Donor: DGD  
 Currency: EUR

#### Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2019				2020 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
						Q1	Q2	Q3	Q4				Total
<b>A "OBJECTIF SPECIFIQUE :</b>	x		6.046,50	2.558,62	3.487,88	304,36	289,67	244,43	147,71	996,18	1.782,16	719,55	88%
<b>01 Résultat 1: Les autorités</b>	x		643,90	444,71	199,19	19,00	24,00	19,00	19,00	81,00	64,00	54,19	92%
01 Les divisions provinciales de		REGIE	175,50	110,51	64,99	7,00	7,00	7,00	7,00	28,00	28,00	8,99	95%
02 Les divisions provinciales de		REGIE	222,40	131,68	90,72	5,40	5,40	5,40	5,40	21,60	21,60	47,52	79%
03 Les autorités provinciales de		REGIE	246,00	202,52	43,48	6,60	11,60	6,60	6,60	31,40	14,40	-2,32	101%
<b>02 Résultat 2 : Les directions des</b>	x		4.078,00	1.652,22	2.425,78	219,40	211,71	181,47	99,65	712,23	1.383,91	329,63	92%
01 Les établissements favorisent		REGIE	2.370,00	1.185,70	1.184,30	94,10	150,21	134,97	51,34	430,62	747,73	5,95	100%
02 Les établissements ciblés offrent		REGIE	540,00	365,46	174,54	3,00	39,00	9,00	9,00	60,00	62,00	52,54	90%
03 Les directions des		REGIE	1.168,00	101,06	1.066,94	122,30	22,50	37,50	39,31	221,61	574,19	271,14	77%
<b>03 Résultat 3 : Le secteur privé et le</b>	x		1.324,60	459,18	865,42	65,96	53,96	43,96	29,06	192,94	334,24	338,23	74%
01 Amélioration des formations des		REGIE	159,60	48,54	111,06	5,10	5,10	5,10	10,20	25,50	40,80	44,76	72%
02 Le secteur privé et le monde		REGIE	640,00	382,63	257,37	20,00	30,00	0,00	0,00	50,00	120,00	87,37	86%
03 Le secteur privé et le monde		REGIE	525,00	28,01	496,99	40,86	18,86	38,86	18,86	117,44	173,44	206,10	61%
<b>04 Résultat 4 :</b>	x		0,00	1,22	-1,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,22	7%
01 A_04_01		REGIE	0,00	1,22	-1,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,22	7%
<b>06 Résultat 6 :</b>	x		0,00	1,29	-1,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,29	7%
01 A_06_01		REGIE	0,00	1,29	-1,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,29	7%
<b>B PRECOB</b>	x		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
<b>01 Prestations PRECOB</b>	x		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
01 Activités intégrées PRECOB		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
<b>X RÉSERVE BUDGETAIRE</b>	x		250,50	0,00	250,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,50	0%
<b>01 Réserve budgétaire</b>	x		250,50	0,00	250,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,50	0%
		REGIE	10.000,00	5.089,67	4.910,33	463,95	453,45	404,27	328,34	1.650,00	2.490,75	769,58	92%
		COGEST											
		<b>TOTAL</b>	<b>10.000,00</b>	<b>5.089,67</b>	<b>4.910,33</b>	<b>463,95</b>	<b>453,45</b>	<b>404,27</b>	<b>328,34</b>	<b>1.650,00</b>	<b>2.490,75</b>	<b>769,58</b>	<b>92%</b>



## Financial Planning of RDC1217511

Project Title : Programme d'appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle (ETFP) dans les districts de la Mongala et du Sud Ubangi en Equateur (EDU-EQUA)  
 Fin Plan Version: 11-NEW  
 Budget Version: C03  
 Donor: DGD  
 Currency: EUR

### Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2019				Total	2020 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
						Q1	Q2	Q3	Q4				
01 Réserve budgétaire	x	REGIE	250,50	0,00	250,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,50	0%
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>	<b>x</b>		<b>3.703,00</b>	<b>2.531,05</b>	<b>1.171,95</b>	<b>159,59</b>	<b>163,77</b>	<b>159,84</b>	<b>180,62</b>	<b>663,82</b>	<b>708,59</b>	<b>-200,47</b>	<b>105%</b>
<b>01 Ressources humaines</b>	<b>x</b>		<b>2.238,00</b>	<b>1.591,44</b>	<b>645,56</b>	<b>109,54</b>	<b>122,56</b>	<b>123,62</b>	<b>147,43</b>	<b>503,16</b>	<b>482,82</b>	<b>-339,42</b>	<b>115%</b>
01 Equipe technique internationale		REGIE	1.560,00	1.064,66	495,34	77,54	87,34	83,99	88,22	337,10	308,02	-149,78	110%
02 Equipe technique nationale		REGIE	678,00	526,78	151,22	32,00	35,22	39,63	59,21	166,06	174,79	-189,63	128%
<b>02 Investissements</b>	<b>x</b>		<b>320,20</b>	<b>269,01</b>	<b>51,19</b>	<b>1,33</b>	<b>4,58</b>	<b>1,96</b>	<b>0,00</b>	<b>7,86</b>	<b>11,31</b>	<b>32,01</b>	<b>90%</b>
01 Véhicules tout terrain avec		REGIE	168,00	168,03	-0,03	0,00	1,04	0,00	0,00	1,04	1,04	-2,10	101%
02 Motos (6 + 2)		REGIE	31,20	21,81	9,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,39	70%
03 Pièces de rechanges/entretien		REGIE	25,00	27,18	-2,18	1,33	3,46	1,96	0,00	6,74	8,98	-17,91	172%
04 Phonie VHF/UHF		REGIE	21,00	0,56	20,44	0,00	0,08	0,00	0,00	0,08	0,56	19,80	6%
05 Téléphones satellitaires (2)		REGIE	5,00	5,68	-0,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,68	114%
06 Kit éclairage de secours solaire		REGIE	20,00	4,60	15,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,40	23%
07 Groupe électrogène 16KVA		REGIE	30,00	35,37	-5,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,74	-6,11	120%
08 Antennes satellitaires (2)		REGIE	20,00	5,78	14,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,22	29%
<b>03 Fonctionnement</b>	<b>x</b>		<b>936,80</b>	<b>537,66</b>	<b>399,14</b>	<b>31,89</b>	<b>33,19</b>	<b>33,19</b>	<b>33,19</b>	<b>131,45</b>	<b>141,72</b>	<b>125,97</b>	<b>87%</b>
01 Frais de fonctionnement des		REGIE	235,80	59,66	176,14	0,11	0,51	0,51	0,51	1,64	14,86	159,64	32%
02 Frais de fonctionnement des		REGIE	240,00	168,98	71,02	8,62	13,93	13,93	13,93	50,40	50,32	-29,70	112%
03 Frais de loyers de bureaux (2)		REGIE	162,00	136,90	25,10	3,22	4,96	4,96	4,96	18,10	23,53	-16,54	110%
04 Frais de gardiennage (2)		REGIE	54,00	65,26	-11,26	5,24	5,24	5,24	5,24	20,96	24,96	-57,17	206%
05 Organisation des SMCL		REGIE	65,00	23,33	41,67	6,15	0,00	0,00	0,00	6,15	8,95	26,57	59%
06 Frais de communication		REGIE	180,00	83,53	96,47	8,55	8,55	8,55	8,55	34,20	19,10	43,17	76%
<b>04 Audit, suivi &amp; évaluation</b>	<b>x</b>		<b>208,00</b>	<b>135,13</b>	<b>72,87</b>	<b>16,83</b>	<b>3,45</b>	<b>1,07</b>	<b>0,00</b>	<b>21,35</b>	<b>72,03</b>	<b>-20,51</b>	<b>110%</b>
		REGIE	10.000,00	5.089,67	4.910,33	463,95	453,45	404,27	328,34	1.650,00	2.490,75	769,58	92%
		COGEST											
		<b>TOTAL</b>	<b>10.000,00</b>	<b>5.089,67</b>	<b>4.910,33</b>	<b>463,95</b>	<b>453,45</b>	<b>404,27</b>	<b>328,34</b>	<b>1.650,00</b>	<b>2.490,75</b>	<b>769,58</b>	<b>92%</b>



## Financial Planning of RDC1217511

Project Title : **Programme d'appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle (ETFP) dans les districts de la Mongala et du Sud Ubangi en Equateur (EDU-EQUA)**  
 Fin Plan Version: **11-NEW**  
 Budget Version: **C03**  
 Donor: **DGD**  
 Currency: **EUR**

### Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2019				2020 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
						Q1	Q2	Q3	Q4				Total
01 Audit		REGIE	48,00	21,54	26,46	16,80	0,00	0,00	0,00	16,80	0,00	9,66	80%
02 Etude ligne de base		REGIE	25,00	7,71	17,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,29	31%
03 MTR & Evaluation finale		REGIE	90,00	63,79	26,21	0,00	1,30	0,07	0,00	1,37	63,79	-38,95	143%
04 Suivi et backstopping		REGIE	45,00	42,09	2,91	0,03	2,15	1,01	0,00	3,18	8,24	-8,51	119%
99 Conversion rate adjustment			0,00	-2,19	2,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,71	1,48	??%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	-2,19	2,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,71	1,48	??%
		REGIE	10.000,00	5.089,67	4.910,33	463,95	453,45	404,27	328,34	1.650,00	2.490,75	769,58	92%
		COGEST											
		<b>TOTAL</b>	<b>10.000,00</b>	<b>5.089,67</b>	<b>4.910,33</b>	<b>463,95</b>	<b>453,45</b>	<b>404,27</b>	<b>328,34</b>	<b>1.650,00</b>	<b>2.490,75</b>	<b>769,58</b>	<b>92%</b>



## 6.6 Ressources en termes de communication

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie Genre qui est basée sur l'approche de droits humains, le projet EDUMOSU a mis en place un dispositif de sensibilisation de masse en vue de favoriser l'inscription et la rétention des filles dans les établissements de l'enseignement technique et de formation professionnelle, ETFP de la Province du SUD-UBANGI. Une mission de consultance a été commanditée à cette fin. A l'issue de cette mission, les résultats suivants ont été obtenus :

- ✓ 6 messages clés de la campagne ont été formulés d'une manière participative. Ces messages sont :
  - Chers membres de la communauté, les filières techniques ne sont pas réservées qu'aux moins doués ; encourageons nos jeunes filles à embrasser ces filières et soutenons-les jusqu'à la fin du cycle de formation !
  - Chers parents, Donnons des chances égales aux filles et aux garçons d'étudier dans les filières techniques sans considération des frais à payer !
  - Chères jeunes filles, l'époque du complexe est révolue. Choisissons les sections techniques, pratiquons nos métiers pour une auto prise en charge et être utiles dans la société.
  - ETFP : Enseignement technique et formation professionnelle, Organisons des pratiques professionnelles à l'intention de nos élèves afin que ceux-ci à la sortie du cycle soient en mesure de créer et de trouver l'emploi.
  - Chers enseignants des filières techniques, Répartissons de manière égale les tâches entre filles et garçons pendant les pratiques professionnelles.
  - A toutes les filles, choisir les options techniques c'est être créateur d'emploi.
- ✓ Deux radios à fort audimat ont été identifiées et sélectionnées ; Radio Liberté de BUDJALA et Radio Liberté de GEMENA.
- ✓ Six professionnels des medias, en raison de trois par radio ont été renforcés en matière de gestion et production des spots, magazines et émissions de sensibilisation radio.
- ✓ Deux clubs d'auditeurs indépendants des radios ciblées ont été structurés et renforcés en matière de focus groupe et de jeux publics dans les deux cités GEMENA et BUDJALA. Ces clubs d'auditeurs sont issus de l'association Planète Junior dont le rayon d'action comprend GEMENA, BUDJALA et leurs environs.
- ✓ Une troupe théâtrale nommée OURAGAN a été identifiée et sélectionnée. Six acteurs de cette troupe ont été renforcés en matière de théâtre radiophonique et ont produits six sketches portants nos six messages de campagne en lingala.
- ✓ Un Musicien/griot a été identifié et a composé une chanson en lingala qui contient les six messages.
- ✓ Les différents outils de sensibilisation, spots, chansons, sketches sont produits, montés et mis à dispositions des radios.

En outre, le projet envoie régulièrement à la représentation pour la diffusion sur le site d'Enabel et sur les réseaux sociaux.